

Les métiers du droit



Magistrat-e, greffier-ière, surveillant-e pénitentiaire, huissier-ière, avocat-e, juge, notaire, juriste d'entreprise: le secteur du droit comprend un large panel de métiers. Pour augmenter ses chances de décrocher un emploi, une spécialisation dans un domaine précis est fortement recommandée.

EFFECTIFS DES MÉTIERS DE LA JUSTICE



Justice judiciaire : 33 574 ETP *
Administration pénitentiaire : 41 514 ETP *
Protection judiciaire de la jeunesse : 9 156 ETP *
* équivalents temps plein

Source : justice.gouv.fr

MÉTIERS QUI RECRUTENT



- Magistrat-e
- Greffier-ère
- Agent-e pénitentiaire
- Avocat-e spécialisé-e en droit social, droit des affaires, commercial ou droit fiscal

QUELLES SPÉCIALITÉS CHOISIR AU LYCÉE ?

- Histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques
- Humanités, littérature et philosophie, mathématiques
- Sciences économiques et sociales
- Langues, littérature et cultures étrangères
- Littérature, langues et culture de l'antiquité

Filière en tension !

Le droit fait partie des filières les plus demandées. Les places en L1 sont proposées en priorité aux candidat-e-s qui répondent aux « attendus » fixés par les universités. Les autres candidat-e-s peuvent se voir proposer des « parcours adaptés », avec des renforcements et des mises à niveau.

Secteur et emploi

Au cœur de la justice et de la réglementation

Les professions juridiques regroupent de nombreux métiers aux statuts différents. Les débouchés varient en fonction des professions et des spécialités. Voir liste 1 du carnet d'adresses.

■ Au tribunal, en entreprise, en cabinet

La justice française emploie plus de 86 000 personnes parmi lesquelles quelque 8 000 magistrats. Ils peuvent intervenir dans des juridictions diverses : tribunaux, conseils des prud'hommes, cours d'assises...

La justice regroupe également l'administration pénitentiaire et les services d'insertion et de probation dont la mission est de faire exécuter les décisions des magistrats (travaux d'intérêt général, peines d'emprisonnement, etc.).

D'autres professionnels, comme les avocats, les huissiers ou les greffiers, font fonctionner la machine judiciaire, chacun ayant ses missions propres. La France compte plus de 68 000 avocats regroupés dans 161 barreaux et près de 13 000 greffiers et directeurs de services de greffe.

Les entreprises emploient également plus de 17 000 juristes qui mettent en place et contrôlent les lois régissant la vie économique de la société.

De nombreuses autres professions sont ouvertes aux diplômés en droit : administrateur judiciaire, conseiller en propriété industrielle, commissaire-priseur judiciaire, lobbyiste, etc.

■ Des métiers féminins

Les professions juridiques attirent les femmes. Aujourd'hui, les avocates sont plus nombreuses que leurs homologues masculins et représentent 54 % de la profession.

D'autres professions juridiques comptent une part importante de femmes. C'est le cas, par exemple, du métier de greffier qui compte 88 % de greffières. Plus de 65 % des magistrats et 67 % des juristes d'entreprises sont également des femmes.

■ Des modes d'exercice différents

Les spécialistes du droit qui travaillent en entreprise comme les juristes ou les fiscalistes ont généralement un statut de salarié. Ils sont intégrés, en fonction de leur spécialité, à la direction administrative et financière, aux ressources humaines, au département du développement durable ou rattachés à la direction générale de l'entreprise.

Les magistrats sont pour leur part fonctionnaires. C'est également le cas du personnel de l'administration pénitentiaire ou des greffiers.

Quant aux avocats, nombreux sont ceux qui exercent leur activité en mode libéral : seuls 4 % d'entre eux ont un statut de salarié. Ce mode d'exercice implique un travail important de recherche de clientèle, communication, gestion administrative et comptabilité.

■ Tendances emploi

Le nombre de postes proposés par le ministère de la Justice dépend des décisions étatiques et des priorités gouvernementales. Les magistrats sont particulièrement recherchés car la France en manque.

Le nombre d'avocats n'est quant à lui pas encadré. Il augmente régulièrement depuis une dizaine d'années. Selon le ministère de la Justice, entre 2009 et 2019 une hausse de 36 % a été constatée.

Les juristes travaillant pour le secteur privé sont de plus en plus recherchés. Quasiment tous les grands groupes comptent un ou plusieurs spécialistes du droit au sein de leur personnel.

Cependant, les études de droit restent une filière en tension. Nombreux sont les diplômés en droit qui entrent sur le marché du travail chaque année. La compétition fait rage car les offres d'emploi restent inférieures au nombre de diplômés.

Beaucoup estiment qu'ils occupent un poste en dessous de leur qualification ou que leur emploi ne correspond pas à leur formation.

Pour mettre toutes les chances de son côté, une spécialisation est fortement recommandée. Le droit social, le droit fiscal et le droit commercial sont des spécialités recherchées. Une expérience à l'étranger, qu'il s'agisse de stages ou d'études, est également un plus sur le CV.

■ Qualités requises

Pour travailler dans le domaine du droit, rigueur, précision et sens de l'analyse sont requis.

Il faut être capable d'assimiler rapidement une grande quantité d'informations, de les synthétiser mais également de les retranscrire et de les expliquer. Discrétion et intégrité sont également des qualités importantes pour ces métiers hautement confidentiels et sensibles.

Pour les fonctions au contact des clients, un excellent relationnel, une bonne écoute et le sens de la pédagogie sont nécessaires.

Pour ceux qui s'orientent vers la plaidoirie, éloquence et charisme sont primordiaux pour convaincre juges et jurés.

Et pour ceux qui envisagent de travailler comme juriste dans un groupe international, l'anglais courant est requis.

À LIRE AUSSI

Avocat-e n° 2.513

Juge - Magistrat-e n° 2.514

Les métiers du notariat n° 2.517

Travailler dans la fonction publique d'État n° 2.01

Travailler dans la fonction publique territoriale n° 2.02

Les métiers de la gendarmerie n° 2.542

Les métiers de la police n° 2.543

Les métiers de la médiation n° 2.763

Métiers du service public de la Justice

Les métiers du service public de la Justice sont des métiers réglementés qui s'exercent sous le statut de fonctionnaire. Ils sont rattachés à différents ministères (Justice, Défense ou Intérieur). L'accès à ces métiers se fait le plus souvent sur concours.

■ Juge - Magistrat·e

Le magistrat est un fonctionnaire (avec statut dérogatoire) de justice. Il existe deux catégories de magistrats, correspondant à deux modalités d'exercice de la mission d'application du droit: les magistrats du siège (les **juges**) sont chargés de dire le droit en rendant des décisions de justice, tandis que les magistrats du parquet (les **procureurs**) ont pour fonction de requérir l'application de la loi.

Les perspectives d'emploi sont plutôt bonnes pour ceux qui souhaitent s'orienter vers ce métier car la France manque de magistrats.

Magistrat·e-s du siège

Les magistrats du siège appliquent la loi et disent le droit. Suivant qu'ils sont chargés des affaires civiles (litiges entre particuliers) ou pénales (sanctions de délits), les juges peuvent occuper différents postes.

Le juge des contentieux de la protection, le juge aux affaires familiales, le juge d'instruction, le juge des libertés et de la détention, le juge de l'application des peines et le juge des enfants sont des magistrats du siège indépendants et inamovibles. Ils sont garants du bon déroulement des procès. Ils doivent exercer leur fonction en toute liberté vis-à-vis du pouvoir politique. Ils ne peuvent être ni révoqués ni déplacés contre leur gré.

Pour toutes ces fonctions :

- salaire net mensuel débutant : 2 659 € net. En fin de carrière : plus de 8 000 € avec les primes ;

- Formation : diplôme de l'École nationale de la magistrature (ENM). L'ENM est accessible sur concours après un master 1 minimum.

Magistrat·e-s du parquet

Les magistrats du parquet ou ministère public sont chargés de représenter les intérêts de la société et de veiller à l'application de la loi. Le parquet comprend différents grades : procureur général, procureur de la République, substituts.

Les magistrats reçoivent les plaintes, décident de l'opportunité de poursuites et requièrent une peine

contre le prévenu devant le tribunal, lors d'un procès. Ils ne rendent pas de jugement, mais jouent le rôle d'accusateur. En amont, ils dirigent les enquêtes de la police judiciaire et contrôlent les gardes à vue. Ils sont placés sous l'autorité directe du garde des Sceaux (ministre de la Justice).

Salaire net mensuel débutant : 2 659 € net. En fin de carrière : plus de 8 000 € avec les primes.

Formation : diplôme de l'École nationale de la magistrature (ENM). L'ENM est accessible sur concours après un master 1 minimum.

> Cf. dossier Actuel-Cidj *Juge - Magistrat·e n° 2.514.*

■ Greffier·ère

Le greffier, agent de la fonction publique de catégorie B, assiste le juge. Il authentifie les actes de la procédure. L'audience ne peut se tenir sans sa présence car il est chargé de prendre note du déroulement des débats. La signature du greffier sur un jugement ou un arrêt est indispensable pour que celui-ci puisse être exécuté. Il peut aussi jouer un rôle d'intermédiaire entre les avocats, le public et les magistrats, expliquant, par exemple, aux plaignants la manière de constituer un dossier ou comment lancer une procédure...

Le greffier de grade principal peut accéder à des fonctions d'encadrement en qualité de chef de greffe, adjoint au directeur de greffe, chef de service, expert au sein de service spécialisé...

Salaire brut mensuel débutant : 1 668 € environ. En fin de carrière : 2 769 € environ.

Formation : concours externe ouvert aux titulaires d'un titre ou diplôme de niveau bac + 2. Formation de 18 mois à l'ENG (École nationale des greffes) de Dijon.

> Voir liste 7 du carnet d'adresses.

Directeur·trice des services de greffe judiciaires

Le directeur des services de greffe est un agent de la fonction publique de catégorie A. Il est notamment dépositaire des minutes et archives au sein de

la juridiction. Il s'occupe de gestion des ressources humaines car il a une équipe sous ses ordres. Il travaille à la mise en place de réformes, établit des statistiques, gère un budget et contrôle l'activité des services.

Salaire brut mensuel débutant : pendant la formation, 1 800 € environ. En fin de carrière : 3 150 €.

Formation : concours externe ouvert aux titulaires d'un titre ou diplôme de niveau bac + 3. Formation de 18 mois à l'École nationale des greffes (ENG) à Dijon.

> Voir liste 7 du carnet d'adresses.

JURISTE DANS LA FPT

Les métiers de la FPT (fonction publique territoriale) recrutent par voie de concours (catégories A, B et C). Les juristes sont très bien placés pour ces recrutements. La responsabilité d'un centre communal d'action sociale, par exemple, peut être confiée à un attaché territorial titulaire d'un master en droit social ou d'un master pro administration des collectivités locales.

www.cnfpt.fr

■ Assistant·e de justice

Les assistants de justice sont des agents de l'État, non titulaires. Recrutés par contrat pour une durée de 2 ans renouvelable deux fois, ils agissent sous l'autorité des magistrats qu'ils assistent. Ils apportent leur concours aux travaux préparatoires réalisés par les magistrats : recherche de documentation et de jurisprudence, rédaction de notes de synthèse des dossiers, de projets de décisions sur les instructions des magistrats. Ils ne prennent en aucun cas de décision. Ils sont soumis au secret professionnel.

Les postulants adressent un dossier de candidature (CV + lettre de motivation manuscrite + copie des diplômes) aux chefs de cour (premier président et procureur général) du lieu où ils souhaitent exercer.

Rémunération : les assistants de justice perçoivent une indemnité de vacation horaire fixée par arrêté de 450 à 500 € environ net mensuels.

Formation : diplôme de formation juridique niveau bac + 4 minimum.

■ Surveillant·e pénitentiaire

Le surveillant pénitentiaire accompagne et surveille les détenus au cours de leurs déplacements et de toutes leurs activités : réveil, appel, promenade,

exercice sportif, travail en atelier, activité socio-éducative, parloir, douche... Le gardien effectue les fouilles corporelles régulières ou exceptionnelles ainsi que l'examen minutieux des cellules.

Il acquiert parfois une spécialité : surveillance extérieure, service photo, lingerie, cuisine. L'une des missions du surveillant consiste aussi à favoriser toute action de réinsertion future pouvant s'organiser à l'intérieur de la prison (apprentissage, culture, lecture...).

Les surveillants pénitentiaires peuvent évoluer rapidement vers des postes d'encadrement (premiers surveillants et majors) puis des postes de commandement (lieutenant, capitaine, commandant pénitentiaire).

Les surveillants, responsables des prisons et personnels administratifs et techniques sont recrutés sur concours de la fonction publique d'État. Ils sont fonctionnaires du ministère de la Justice. C'est un métier qui recrute.

Surveillant·e pénitentiaire ou gardien·ne de prison

(catégorie C) : concours externe ouvert aux titulaires du diplôme national du brevet ou équivalent, âgés de 19 ans minimum. Une fois admis, les élèves surveillants suivent une formation (cours et stages pratiques) rémunérée 1 200 € net (hors primes) de 8 mois, dispensée à l'École nationale d'administration pénitentiaire (Enap), à Agen.

Salaire net mensuel débutant : 1 579 €. En fin de carrière (major) : 2 622 € + primes.

Lieutenant·e pénitentiaire (catégorie B) : concours externe ouvert aux titulaires d'un diplôme de niveau bac + 2. Une fois admis, les élèves suivent une formation de 12 mois à l'Enap.

Salaire net mensuel débutant : 1 709 €. En fin de carrière (commandant) : 3 433 € + primes.

> Cf. dossier Actuel-Cidj *Travailler dans la fonction publique d'État n° 2.01.*

> Voir liste 7 du carnet d'adresses.

■ Conseiller·ère pénitentiaire d'insertion et de probation

Le conseiller pénitentiaire d'insertion et de probation a pour mission de rétablir le dialogue entre la société et le délinquant et préparer sa réinsertion. Il collabore avec tous les intervenants sociaux. Il intervient en milieu fermé et en milieu ouvert.

Il est recruté sur concours avec un bac + 2. Par exemple, un DUT carrières sociales, un diplôme

d'État d'assistant de service social ou d'éducateur spécialisé. La formation, rémunérée (1 432 € net), dure 2 ans. Elle est organisée par l'École nationale de l'administration pénitentiaire (Énap).

Salaire net mensuel débutant: 1 785 € jusqu'à 5 534 € pour les directeurs fonctionnels des services pénitentiaires d'insertion et de probation de 1^{re} catégorie.

> Voir liste 7 du carnet d'adresses.

■ Éducateur·trice de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ)

L'éducateur de la PJJ, fonctionnaire du ministère de la Justice, travaille auprès de mineurs ou de jeunes majeurs en danger ou ayant commis un acte de délinquance. Il travaille en collaboration avec le juge et suit le jeune pour lui faire réintégrer un parcours « normal ».

Salaire brut mensuel débutant: 1 710 € environ + primes. En fin de carrière: 2 849 €.

Conditions d'accès: concours de la fonction publique de catégorie A, ouvert aux titulaires d'un diplôme de

niveau bac + 3 ou ayant obtenu la reconnaissance de leur expérience professionnelle via la VAE (validation des acquis de l'expérience). Un diplôme de droit est un atout pour ce concours.

La formation rémunérée (1 400 €) dure 18 mois et est organisée en alternance à l'École nationale de la protection judiciaire de la jeunesse à Roubaix (ENPJJ).

> Voir liste 7 du carnet d'adresses.

PRÉPA ÉGALITÉ DES CHANCES À L'ÉCOLE NATIONALE DES GREFFES

Deux classes préparatoires Égalité des chances préparent au concours externe de greffier et à celui de directeur des services de greffe judiciaires. Elles s'adressent aux candidat·e·s méritant·e·s et motivé·e·s issu·e·s de quartiers et/ou de milieux sociaux défavorisés. Les critères de recrutement sont notamment les ressources du candidat et de sa famille, les résultats des études antérieures et l'origine géographique. En 2020, 15 places sont offertes pour la préparation au concours de greffier et 10 pour la préparation au concours de directeur des services de greffe judiciaires. Pour s'inscrire, il faut passer par l'École nationale des greffes.

www.eng.justice.fr

Professions libérales réglementées

Huissier·ère, avocat·e, commissaire-priseur·euse. Ces professionnel·le·s du droit exercent à titre libéral et sont rémunérés par leurs clients. Tous ces métiers sont réglementés et impliquent la possession d'un diplôme d'État.

■ Huissier·ère de justice

L'huissier est un officier ministériel nommé par le garde des Sceaux. Il a le monopole de deux activités principales: « signifier » le jugement rendu par les tribunaux, c'est-à-dire en informer les personnes intéressées et faire exécuter les décisions de justice, de préférence à l'amiable, par des saisies ou expulsions si nécessaire. L'huissier peut également établir des constats, procéder à des recouvrements de créance et jouer le rôle de juriste de proximité.

www.huissier-justice.fr

Rémunération: la rémunération est fixée par décret. Le salaire d'un huissier est constitué d'honoraires variables selon le coût de la location de l'étude et l'activité. Il est en moyenne de 8 000 € net par mois.

Pour devenir huissier de justice, deux possibilités existent:

La voie universitaire: la formation est ouverte aux titulaires d'un bac + 4 en droit ou d'un diplôme

reconnu équivalent. Essentiellement pratique, elle comprend un stage professionnel rémunéré de 2 ans dans une étude d'huissier, doublé d'un enseignement assuré dans chaque région par la Chambre des huissiers. À l'issue du stage, le candidat passe l'examen professionnel.

Il est fortement conseillé de suivre en parallèle une préparation à l'École nationale de procédure (ENP). Cette formation peut se faire à distance.

> Voir liste 7 du carnet d'adresses.

À savoir: l'examen est difficile; seulement 20 à 25 % des candidats qui s'y présentent l'obtiennent.

La voie professionnelle: le candidat doit cumuler une capacité en droit, un DUT carrières juridiques ou un diplôme de droit validant 2 années après le bac, et 10 ans d'activité professionnelle au sein d'un office (dont 5 ans en tant que clerc principal).

À savoir: en 2022, le métier d'huissier de justice

va fusionner avec celui de commissaire-priseur judiciaire pour former la profession de commissaire de justice.

■ Clerc d'huissier

Dans une étude d'huissier, il existe plusieurs sortes de clercs. Tous ont pour vocation d'aider l'huissier à accomplir son travail. Le clerc d'huissier est salarié dans l'étude.

Seule l'École nationale de procédure (ENP) propose des formations pour devenir clerc d'huissier. Ces dernières s'effectuent généralement en alternance, ce qui suppose de trouver une étude d'accueil.

> Voir liste 7 du carnet d'adresses.

Le **clerc significateur** est chargé de remettre les actes et décisions de justice (les « significations ») aux personnes concernées.

Salaire net mensuel débutant : 1 600 € environ.

Formation : aucun diplôme préalable n'est requis (souvent, le clerc significateur est formé par l'huissier), mais un certificat de qualification professionnelle reste recommandé.

Le **clerc aux procédures** suit les dossiers au quotidien. Il joue un rôle de conseil, rédige les actes et assure le suivi financier des dossiers.

Salaire net mensuel débutant : 1 800 € environ.

Formation : bac ou expérience de 3 ans minimum dans une étude.

Le **clerc expert** a un rôle d'encadrement, il est responsable du choix des procédures, de la production des actes et du suivi des dossiers les plus compliqués : baux, cessations de créance, hypothèques, procédures immobilières...

Salaire net mensuel débutant : 2 100 € environ.

Formation : M1 en droit, CQP de clerc expert + 2 ans d'expérience dans une étude d'huissier de justice.

■ Avocat·e

L'avocat représente et défend devant un tribunal des particuliers, des entreprises ou des collectivités. Il peut s'agir d'affaires civiles (divorces, successions, litiges...) ou pénales (délits, vols, crimes...). Il est sollicité par les entreprises en tant que conseil. Un avocat peut être généraliste ou spécialisé.

Rémunération : honoraires libres, fixés en accord avec le client. La rémunération varie beaucoup selon l'activité, la renommée et la localisation du cabinet.

Formation : pour accéder à la profession d'avocat, il faut réussir l'examen d'entrée en école d'avocats puis suivre une formation de 18 mois et réussir l'examen de sortie et obtenir le Capa (certificat d'aptitude à la profession d'avocat).

> Cf. dossier Actuel-Cidj *Avocat·e n° 2.513*.

■ Avocat·e au Conseil d'État et à la Cour de cassation

Ces avocats, une petite centaine au total, sont des officiers ministériels. Ils sont chargés de représenter leurs clients essentiellement devant la Cour de cassation ou le Conseil d'État, en cas de recours contre une décision d'une cour ou d'un tribunal qui n'aurait pas été rendue en conformité avec les règles de droit.

Rémunération : honoraires libres.

Formation : Il faut préparer le certificat d'aptitude à la profession d'avocat aux conseils. Avec ce certificat, il est possible de se présenter à l'examen d'aptitude à la profession d'avocat au conseil d'État et à la cour de cassation.

> Cf. dossier Actuel-Cidj *Avocat·e n° 2.513*.

<http://ordre-avocats-cassation.fr>

■ Notaire

Le notaire est un officier public et ministériel nommé sur décision du ministre de la Justice. Son rôle est de recevoir tous les actes et contrats auxquels les parties doivent ou veulent faire donner un caractère d'authenticité. Lié par le secret professionnel, il intervient dans les domaines suivants : droit de la famille, immobilier, des sociétés ou de l'urbanisme.

Rémunération : variable en fonction du tarif des actes fixés par décret, du statut et de la taille de l'étude.

Condition d'accès : il en existe 2.

Voie universitaire : obtention d'un master 2 spécialisé en droit notarial, puis préparation du diplôme supérieur du notariat (DSN).

Voie professionnelle : après l'obtention d'un master 1, l'étudiant peut intégrer un des centres de formation professionnelle de notaires pour accéder au diplôme d'aptitude aux fonctions de notaires (DAAFN).

> Cf. dossier Actuel-Cidj *Les métiers du notariat n° 2.517*.

■ Collaborateur·trice de notaire

Le collaborateur de notaire est un technicien du droit qui rédige les actes, rassemble les pièces administratives nécessaires et assure le suivi des dossiers. Il est salarié d'une étude de notaire.

Autre appellation : clerc de notaire.

Salaire net mensuel débutant : 2 100 € environ.

Formation : BTS notariat, DUT carrières juridiques, licence pro métiers du notariat.

> Cf. dossier Actuel-Cidj *Les métiers du notariat* n° 2.517.

■ Commissaire-priseur·euse judiciaire

Le commissaire-priseur met en vente des objets d'art, des antiquités ou des articles provenant de successions ou de saisies chez des particuliers ou des entreprises.

Il existe deux statuts de commissaire-priseur : commissaire-priseur de ventes volontaires (au sein de sociétés de ventes agréées) et commissaire-priseur judiciaire, qui s'occupe de ventes judiciaires (suite à une décision de justice).

Les commissaires-priseurs judiciaires sont nommés par le garde des Sceaux. Ils doivent acquérir une charge pour exercer leur métier. Leurs activités sont définies par la loi : interventions en matière de procédures collectives et de saisies, inventaires de successions, successions et ventes en matière de tutelle...

Ils ont également le statut d'arbitres experts. Ils peuvent donc être consultés par les tribunaux, les huissiers et les avocats.

Rémunération : honoraires en pourcentage des ventes (le vendeur lui cède 5 % du prix de l'adjudication, l'acheteur, 12 % sur la vente). Il peut être aussi salarié d'une étude.

Conditions d'accès : diplôme de droit (bac + 3 minimum) + formation en histoire de l'art + stage de 2 ans dans une étude de commissaire-priseur judiciaire + examen professionnel.

À savoir : en 2022, le métier de commissaire-priseur fusionnera avec celui d'huissier de justice pour former la profession de commissaire de justice.

> Cf. dossier Actuel-Cidj *Les métiers du marché de l'art* n° 2.623.

■ Administrateur·trice judiciaire / Mandataire judiciaire

L'administrateur et le mandataire interviennent dans les entreprises qui rencontrent des difficultés financières.

Les **administrateurs judiciaires** sont chargés d'assister ou de remplacer les dirigeants d'entreprise en difficulté dont ils doivent préparer le redressement. Ils peuvent cumuler leurs fonctions avec celles d'avocat, à condition de ne pas les exercer successivement pour le compte d'une même entreprise.

Salaire net mensuel débutant : 3 400 € environ (rémunération par l'entreprise en redressement judiciaire, sur la base d'un barème réglementaire).

Les **mandataires judiciaires** sont chargés de représenter les créanciers lors d'une faillite, par exemple, et de procéder à la liquidation de l'entreprise si elle n'est pas en mesure de continuer son activité. Ils prennent alors le nom de liquidateur.

Salaire net mensuel débutant : de 2 000 à 3 000 € (rémunération réglementée et fixée par le président du tribunal au moment de la désignation du mandataire).

Formation : l'accès à ces métiers peut se faire de deux manières :

- La voie classique : être titulaire d'un diplôme de niveau bac + 4 minimum en droit, sciences économiques ou gestion ; réussir l'examen d'accès au stage professionnel ; accomplir un stage professionnel (3 ans minimum, 6 ans maximum) obligatoirement rémunéré, en étude auprès d'un maître de stage exerçant la profession ; et réussir l'examen professionnel d'aptitude aux fonctions d'administrateur judiciaire ou de mandataire judiciaire.
- La voie master : être titulaire d'un master mention administration et liquidation des entreprises en difficulté ; effectuer un stage de 30 mois ou posséder une expérience professionnelle de 8 ans.

www.cnajmj.fr

NOUVEAU MÉTIER : COMMISSAIRE DE JUSTICE

La création du métier de commissaire de justice, prévue en 2022, regroupera les professions d'huissier·ère de justice et de commissaire-priseur·euse judiciaire. Les huissiers de justice devront suivre une formation de 60 heures et les commissaires-priseurs judiciaires une formation de 80 heures.

<https://commissaire-justice.fr>

Métiers non réglementés

Juriste d'entreprise, secrétaire juridique, juriste de banque, juriste dans les sociétés d'assurance ou dans le monde des affaires... Ils sont généralement titulaires d'un diplôme de droit de niveau master.

■ Secrétaire juridique

Les secrétaires juridiques sont spécialisés: assistant d'avocat, d'avoué, d'huissier, de notaire, ou encore collaborateur des services juridiques d'entreprise. Leur bonne connaissance du fonctionnement des juridictions, des procédures existantes et du vocabulaire spécifique au secteur est essentielle.

Salaire brut mensuel débutant: 1 800 € environ, en fonction de la qualification, évaluée à partir de l'expérience et des diplômes acquis dans le domaine du secrétariat et dans le domaine juridique.

Conditions d'accès: DUT carrières juridiques; Deust assistant juridique (un seul établissement: université polytechnique des Hauts-de-France).

■ Juriste d'entreprise

Traditionnellement, l'activité du juriste en entreprise consiste à défendre les intérêts de sa société et à produire les actes juridiques qu'elle réclame. Il se voit également confier la mission d'informer ses collaborateurs des répercussions que peut avoir sur le travail l'évolution des textes de loi (respect des normes, notamment).

Mais le métier de juriste a évolué: il participe aujourd'hui à la croissance de l'entreprise et devient ainsi à la fois fiscaliste et stratège de l'entreprise. Il travaille aussi à l'élaboration de nouveaux produits commerciaux compatibles, dans le respect des législations.

Salaire net mensuel débutant: 2 300 € environ (très variable selon la taille de l'entreprise).

Conditions d'accès: master pro en droit privé et maîtrise parfaite de l'anglais. Les doubles cursus sont aussi très prisés des entreprises. Par exemple, le diplôme de juriste-conseil d'entreprise (DJCE) qui se prépare à l'université parallèlement à un M2 en droit des affaires ou en droit des entreprises.

<https://djce.fr>

> Voir liste 6 du carnet d'adresses.

Deux métiers souvent rattachés à la direction juridique des entreprises sont en plein essor: responsable conformité et responsable management des risques.

Le ou la **responsable conformité** a pour mission principale de « traquer » le risque de non-conformité

des entreprises aux évolutions législatives et réglementaires qui peut entraîner des sanctions pénales et financières.

Salaire net mensuel débutant: 1 600 € environ.

Conditions d'accès: formation en droit, économie et finances (école de commerce ou d'ingénieurs); formations professionnelles spécifiques à l'Institut européen de la régulation financière (EIFR).

Le ou la **responsable management des risques** met en place des systèmes de prévention des risques dans l'entreprise concernant la sécurité des biens, des personnes, de l'information et les risques sociaux, financiers ou environnementaux.

Salaire net mensuel débutant: de 2 000 à 3 000 € selon la taille de l'entreprise.

Conditions d'accès: master management des risques et/ou bac + 4 en gestion ou finances avec souvent une spécialisation qualité sécurité environnement.

■ Juriste en droit de l'environnement

Le juriste environnementaliste connaît parfaitement la législation sur la protection de l'environnement et suit de près son évolution. Le droit de l'environnement étant un droit transversal, les affaires à traiter peuvent aussi bien relever du droit privé que du droit public.

Salaire net mensuel débutant: 2 000 € environ.

Conditions d'accès: master en droit + spécialisation en droit de l'environnement.

■ Juriste social

Au carrefour du juridique et des ressources humaines, il assure une mission d'assistance et de conseil en législation du travail et en gestion sociale auprès de la direction d'une entreprise.

Autres appellations: juriste de droit social, assistant juridique RH.

Salaire net mensuel débutant: 2 000 € environ.

Conditions d'accès: master en droit social ou en droit du travail.

■ Juriste dans les banques et les assurances

Le métier consiste à conseiller les membres du personnel de la banque sur toutes les questions juridiques : relations client, affaires internes, projets de développement commercial, restructurations... Ce juriste intervient aussi au niveau du développement de nouveaux produits financiers pour couvrir les aspects juridiques et gérer le contenu des contrats de la banque en veillant à leur conformité par rapport aux réglementations.

Il peut également gérer les dossiers litigieux, en coopération avec des avocats externes à l'établissement et chargés de la défense des intérêts de la banque.

Salaire net mensuel débutant : 2 000 € environ (très variable selon la taille de l'entreprise).

Conditions d'accès : master pro en droit des affaires, droit communautaire, droit des assurances, droit bancaire ou droit des nouveaux moyens de communication + notions de comptabilité et de fiscalité.

> Cf. dossiers Actuel-Cidj *Les métiers de la banque et de la finance n° 2.35*; *Les métiers de l'assurance n° 2.36*.

■ Lobbyiste

Le lobbyiste exerce en tant que profession libérale ou au sein d'organismes employant des spécialistes de diverses compétences (économistes, juristes) qui se mettent au service d'un groupe industriel, quel que soit son secteur d'activité.

Le lobbying permet d'établir la communication entre ceux qui prennent les décisions (politiques, élus locaux, faiseurs d'opinion...) et ceux qui sont concernés par les décisions éventuellement prises.

Les lobbyistes sont de plus en plus présents. On les retrouve au Parlement européen, dans les grands ministères et dans les grands sièges d'organisations internationales (OMC, par exemple).

Salaire : variable selon le statut et la taille de l'entreprise, mais oscille entre 30 000 € net par an à l'embauche et plus de 40 000 € par an pour ceux qui ont entre 2 et 5 ans d'ancienneté.

Conditions d'accès : solide formation en droit (un M2, par exemple), en sciences économiques ou une double compétence (université/école de commerce ou université/Sciences-Po).

Métiers de la propriété industrielle et intellectuelle

À l'image des différents aspects de la propriété industrielle, littéraire et intellectuelle (brevets, marques, contrefaçons...), les métiers liés à la propriété sont très variés.

■ Conseiller·ère en propriété industrielle

Le conseiller en propriété industrielle travaille généralement dans le domaine des brevets ou des marques et modèles. Il assure le conseil et la représentation de ses clients dans leurs démarches et procédures.

Salaire : environ 30 000 € brut annuel pour un débutant.

Formation : master en droit (droit des affaires ou droit de la propriété industrielle) ou diplôme d'ingénieur. Le conseiller en propriété industrielle peut, après 3 ans d'expérience professionnelle, concourir au titre de conseiller en propriété industrielle délivré par l'Inpi.

■ Mandataire en brevets européens

Il conseille et représente les déposants de demandes de brevets européens auprès de l'OEB (Office européen des brevets).

Salaire : environ 40 000 € brut annuel pour un débutant.

Formation : diplôme d'ingénieur + examen européen de qualification.

■ Avocat·e spécialisé·e

En propriété industrielle, littéraire, artistique et intellectuelle ou dans le domaine des nouvelles technologies, l'avocat spécialisé a pour mission d'assister, de défendre et de conseiller les entreprises.

Salaire: environ 35 000 € brut annuel pour un débutant.

Formation: master en droit (droit des affaires) + Capa (certificat d'aptitude à la profession d'avocat).

> Cf. dossier Actuel-Cidj *Avocat-e n° 2.513*.

■ Ingénieur·e brevet

L'ingénieur brevet est chargé de gérer les brevets et contrats de propriété intellectuelle de l'entreprise dans les domaines technologiques et scientifiques.

Salaire: de 30 000 à 40 000 € brut annuel pour un débutant.

Formation: diplôme d'ingénieur + diplôme du Ceipi (Centre d'études internationales de la propriété industrielle). Le **Ceipi** est rattaché à l'université de Strasbourg. Il forme des spécialistes du droit de la propriété industrielle.

www.ceipi.edu

À noter: l'Inpi (Institut national de la propriété industrielle) propose des certificats et des modules spécialisés en propriété industrielle en formation continue.

www.inpi.fr

■ Examineur·trice de marques

Il examine les dépôts de marque et argumente ses décisions en cas de refus. Il travaille à l'Inpi (Institut national de la propriété industrielle) ou dans les instances européennes ou internationales.

Salaire: environ 30 000 € brut annuel pour un débutant.

Formation: master en droit (droit des affaires).

Études et diplômes

Études courtes: DUT, Deust et licence pro

DUT, BTS ou Deust sont des diplômes professionnalisants qui vous mènent à un niveau bac + 2. Possibilité de poursuite d'études, notamment en licence professionnelle (bac + 3).

■ DUT carrières juridiques (bac + 2)

Le DUT (diplôme universitaire de technologie) se prépare en 2 ans après le bac dans un IUT (institut universitaire de technologie) rattaché à une université. L'admission en IUT est sélective et se fait sur dossier, entretien, voire tests.

Le DUT carrières juridiques est principalement accessible aux bacheliers généraux ou STMG. Parmi les matières enseignées: droit civil, pénal, administratif et commercial, fiscalité, comptabilité, etc. Il peut se préparer dans le cadre de l'alternance.

Ce DUT offre de nombreux débouchés, principalement dans 3 domaines:

- services de contentieux, du personnel et des relations sociales;

- banques, assurances, établissements financiers et immobilier;
- auprès des professions libérales.

Le DUT constitue également une bonne préparation à certains concours de la fonction publique (greffier, par exemple) et permet de poursuivre vers une licence de droit, une licence économie et gestion, une licence pro activités juridiques ou encore une licence pro gestion opérationnelle et juridique des ressources humaines.

> Voir liste 3 du carnet d'adresses.

À savoir: une réforme du DUT est prévue pour la rentrée 2021 avec la création d'un cursus en 3 ans et l'instauration d'un BUT (bachelor universitaire de technologie).

■ BTS notariat

Le titulaire du BTS notariat est un collaborateur d'office notarial. Il contribue à la rédaction d'actes simples et il traite les dossiers de manière juridique, administratif et comptable.

Le BTS notariat est ouvert principalement aux titulaires d'un bac général ou d'un bac STMG. Il se prépare en 2 ans à l'Institut national des formations notariales (INFN) et dans certains lycées.

Au programme: culture générale, environnement économique et managérial du notariat, droit général et droit notarial, techniques notariales... 12 semaines de stage sont prévues.

■ Deust (bac + 2)

Le Deust (diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques) se prépare en 2 ans après le bac dans une université. Les enseignements comprennent des cours magistraux, des travaux dirigés et des cours pratiques. Les stages, d'une durée de 8 à 10 semaines, occupent également une large part dans la formation.

Les contenus théoriques et pratiques de chaque Deust sont souvent définis en collaboration avec des entreprises et des collectivités locales. Avantage: ils procurent des débouchés assurés. Inconvénient: leur spécialisation très pointue ne favorise pas la poursuite d'études.

Dans le domaine juridique, il existe, par exemple, le Deust assistant juridique proposé par l'université polytechnique des Hauts-de-France.

■ Licence professionnelle (bac + 3)

Préparée en un an après un bac + 2 (L2, BTS, DUT...), la licence pro permet d'acquérir une spécialisation. Le cursus articule des enseignements théoriques et pratiques avec des stages de 12 à 16 semaines. La formation est organisée en partenariat avec les professionnels.

Contrairement à la licence générale, la licence pro vise l'insertion professionnelle. Elle n'a donc pas pour vocation de déboucher sur une admission en master.

Il existe de nombreuses licences professionnelles dans le domaine du droit.

> Voir liste 4 du carnet d'adresses.

ÉCOLE DE DROIT DE SCIENCES PO

Le programme doctoral de l'École de droit, au sein de l'École doctorale de Sciences Po, propose une formation d'excellence orientée vers la recherche en droit, en 3 ans pour les titulaires d'un M2.

www.sciencespo.fr/ecole-doctorale/fr

Études longues: licence, master, doctorat

Le cycle licence/master en droit vous amène à un niveau bac + 5. Différentes spécialisations sont possibles au niveau master. Si vous souhaitez vous orienter vers la recherche ou l'enseignement dans l'enseignement supérieur, le doctorat demandera au moins 3 années d'études supplémentaires.

■ Une filière en tension

La licence de droit est l'une des filières les plus demandées par les bacheliers. C'est pourquoi les universités vérifient l'adéquation du profil des lycéens avec les « attendus » définis dans le cadre de la procédure d'admission sur Parcoursup.

En cas de capacité d'accueil insuffisante, elles proposent les places en priorité aux candidats qui ont, a priori, les meilleures chances d'y réussir.

Si votre profil correspond à la licence demandée, vous aurez une réponse positive. S'il y a plus de candidats que de places disponibles, vous serez peut-être mis sur liste d'attente.

En revanche, si votre profil ne correspond pas aux attendus, l'université peut vous répondre « oui si ». Dans ce cas, vous serez accepté à condition de suivre un parcours adapté, avec des renforcements dans certaines matières pour vous remettre à niveau.

Pour vous permettre de vous situer par rapport aux attendus de la licence de droit, un **questionnaire d'auto-évaluation** a été conçu. Répondre à ce questionnaire est obligatoire sur Parcoursup, mais les résultats ne seront pas pris en compte dans le traitement de votre candidature. Il s'agit d'une auto-évaluation, destinée à vous éclairer sur les attentes concrètes pour cette filière.

> Cf. dossier Actuel-Cidj *Parcoursup: mode d'emploi n° 1.61.*

FORMATION CONTINUE

La plupart des diplômes universitaires peuvent être préparés dans le cadre de la formation continue. Le public est accueilli soit dans les formations initiales communes à tous les étudiants, soit dans des cursus spécialement conçus pour un public en formation continue.

Voir liste 4 du carnet d'adresses.

Le Cnam, Conservatoire national des arts et métiers, propose plusieurs diplômes (licence, master et certificat de compétence) dans de nombreuses spécialisations du droit.

www.cnam.fr

■ Capacité en droit

La « Capa en droit » offre la possibilité à des non-bacheliers, de s'inscrire dans l'enseignement supérieur. En L1 de droit (avec une moyenne de 10/20 la 2^e année) et en L2 (avec une moyenne de 15/20 sur les 2 années).

Pour s'inscrire en capacité de droit, une seule condition : avoir 17 ans minimum. Les études durent 2 ans et se déroulent uniquement en cours du soir ou par correspondance.

Attention, on compte près de 80 % d'échec en première année. Réfléchissez s'il n'est pas préférable de préparer un bac.

> *Voir liste 2 du carnet d'adresses.*

■ Études universitaires : autonomie indispensable

Pour faire des études de droit, vous passerez forcément par l'université. Mais attention, les modalités de travail sont différentes de celles du lycée : assiduité, autonomie et rigueur sont les maîtres mots de la réussite à l'université. Apprendre à s'autogérer et à travailler pour soi est primordial.

Conseil

Choisir une université proche de son domicile

La filière droit est très exigeante. Elle demande de l'organisation, une bonne méthodologie de travail et une grande autonomie. Il y a beaucoup de travail personnel à fournir, notamment pour la préparation des travaux dirigés. C'est pour cela que je conseille aux jeunes, intéressés par ces études, de privilégier une université proche de leur domicile afin d'éviter un temps de trajet trop long qui pourrait jouer sur la motivation.

V. Deflandre, conseillère au CIDJ

■ Licence (bac + 3)

La licence de droit s'organise en 3 années d'études (6 semestres) : L1, L2 et L3. Les enseignements des 2 premières années (4 semestres) sont organisés autour d'un tronc commun qui regroupe les enseignements juridiques fondamentaux.

Au programme : droit civil, constitutionnel, administratif, pénal, européen, histoire du droit et des institutions, relations internationales, économie, finances publiques, travaux dirigés, informatique et langues vivantes.

Bien qu'encore généraliste, la 3^e année (L3) permet de commencer à se spécialiser en fonction de son projet professionnel.

Le choix des matières en L3 est essentiel dans la mesure où il détermine souvent l'admission en master et le type de profession que l'étudiant exercera. Par exemple, les étudiants en droit privé se dirigent plutôt vers des carrières judiciaires (avocat, magistrat, notaire...), tandis que les étudiants en droit public s'orientent plutôt vers des carrières administratives.

De nombreuses universités proposent des **licences bidisciplinaires** qui associent au droit la science politique, les biotechnologies, l'économie, les sciences sociales ou l'histoire de l'art. Ce sont des filières sélectives qui permettent d'acquérir une double compétence fort utile pour entrer dans le monde du travail.

La licence vous permet de poursuivre vos études en master mais elle peut aussi vous servir de tremplin vers les métiers de la justice ou de la police. Elle permet aussi de s'orienter vers des filières comme l'immobilier, la banque ou les ressources humaines. Autre possibilité : les concours de la fonction publique.

> *Voir liste 4 du carnet d'adresses.*

■ Diplôme d'université (bac + 4)

Les diplômes d'université (DU), accessibles avec un bac + 2, sont des diplômes propres à l'université qui les délivre : ils ne bénéficient donc pas d'une reconnaissance nationale. Ils peuvent se préparer aussi bien en formation initiale que continue.

Quelques universités proposent des **DU de criminologie**.

> *Voir liste 8 du carnet d'adresses.*

ENSEIGNEMENT À DISTANCE

Capacité en droit, BTS notariat, licence, master... De nombreux diplômes peuvent se préparer par correspondance.
Voir liste 9 du carnet d'adresses.

■ Master (bac + 5)

Le master se prépare en 2 ans après une licence. On désigne par M1 et M2 les 2 années successives menant au master complet. Le master comporte des parcours à finalité professionnelle, à finalité recherche ou indifférenciée. Les universités ont la possibilité de procéder à une sélection des étudiants dès l'entrée en M1. D'autres filières, définies par décret, sélectionnent leurs étudiants à l'entrée en M2.

L'organisation des études varie selon les universités. Généralement, les parcours de spécialisation sont proposés en M2. Certains visent un accès direct à l'emploi, d'autres une préparation à la recherche.

Si vous désirez faire carrière à l'université ou dans un organisme de recherche, choisissez un master de droit privé spécialité droit social.

Si vous voulez devenir juriste dans les entreprises employant des salariés détachés ou expatriés dans différents pays, orientez-vous vers un master de droit privé spécialité droit social/droit social appliqué aux relations de travail internationales.

Pour devenir juriste du droit de la propriété intellectuelle, préférez un master de droit privé spécialité droit de la propriété intellectuelle ou, encore plus pointu, un master droit du design, spécialité droit des dessins et modèles esthétiques industriel-design.

> Voir liste 4 du carnet d'adresses.

■ Magistère (bac + 5)

Le magistère est un diplôme d'université qui sanctionne une formation à finalité professionnelle en 3 ans après un bac + 2.

Peu à peu remplacés par des masters, certains magistères sont néanmoins maintenus. Citons le magistère de droit des activités économiques de Paris 1, le magistère de juriste d'affaires de Paris 2 ou le magistère de juriste/conseil d'entreprises de Montpellier 1.

www.mdae.fr

<https://mja-assas.fr>

www.cde-montpellier.com

■ Doctorat (bac + 8)

Le doctorat est le diplôme universitaire le plus élevé. En 3 ans minimum après un master, on devient docteur (diplôme bac + 8). Le doctorat consiste en la rédaction d'une thèse sur un sujet original. Il se prépare au sein d'une école doctorale.

■ Formations internationales

Beaucoup d'universités ont entrepris d'ouvrir leurs cursus sur l'international. Outre les accords d'échanges proposés dans le cadre des programmes européens, elles proposent des formations mêlant droit français, droit étranger et étude d'une langue.

Certaines de ces formations permettent d'obtenir un double diplôme, ou bien de suivre un cursus intégré et d'effectuer une partie d'un diplôme à l'étranger. Par exemple, l'université Paris 2 propose une double licence en droit français et droit suisse, Nanterre, en droit français et étranger ou l'université Rennes 1, un master de juriste franco-allemand.

> Voir liste 5 du carnet d'adresses.

Instituts spécialisés

Deux instituts rattachés à l'université Paris 2 dispensent des formations spécifiques :

- l'IDC (Institut de droit comparé) prépare notamment, en 1 an, au master droit français et européen. Pour être admis, il faut être inscrit en M1 de droit.

<http://idc.u-paris2.fr>

- l'IHEI (Institut des hautes études internationales) prépare en 1 an après un bac + 2 au Ceji (certificat d'études juridiques internationales), qui permet à des étudiants juristes d'approfondir leurs connaissances en droit international. C'est une bonne préparation à un M2 de droit international.

www.ihei.fr

UN MOOC POUR DÉCOUVRIR LA LICENCE DE DROIT

L'université de Paris-II-Panthéon-Assas propose de découvrir la licence de droit à travers un Mooc : **le droit est-ce pour moi ?** Les futurs étudiants y découvriront les matières enseignées en 1^{re} et 2^e années. Il est possible de suivre les 7 sections de ce cours dans l'ordre que vous souhaitez.

www.fun-mooc.fr

Carnet d'adresses

■ LISTE 1

Pour en savoir plus

<http://commissaire-justice.fr>

Édité par : Chambre nationale des commissaires de justice
Sur le site : informations sur la profession de commissaire de justice, la formation, annuaire des professionnels, FAQ

<http://unedesep.fr/guide-metiers-droit-2>

Édité par : Unedesep
Sur le site : guide des métiers en droit, offres d'emploi et stage

[www.afje.org](http://afje.org)

Édité par : Association française des juristes d'entreprise (AFJE)
Sur le site : présentation du métier et de la formation de juriste d'entreprise, agenda, offres d'emploi et de stages (sur inscription)

www.carrieres-juridiques.com

Édité par : Leaders league
Sur le site : offres d'emploi et de stages, annuaire d'employeurs, annuaire de formations diplômantes et stages de formation continue, actualité juridique, fiches métier

www.cnajmj.fr

Édité par : Conseil national des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires (CNAJMJ)
Sur le site : présentation de l'annuaire des formations et de la profession, tendances du secteur, agenda, liens utiles.

www.fede-ares.org

Édité par : Ares
Sur le site : informations sur les études et métiers en sciences économiques, en droit et AES : cartographie nationale des licences, guides des études, débouchés, chiffres clés, blog, forum

www.fnde.asso.fr

Édité par : Fédération nationale pour le droit de l'entreprise (FNDE)
Sur le site : présentation des formations (DJCE, formation initiale et continue).

www.huissier-justice.fr

Édité par : Chambre nationale des huissiers de justice (CNHJ)
Sur le site : présentation du métier d'huissier de justice : fonction, formation, installation, annuaire des huissiers de justice.

www.inpi.fr

Édité par : Institut national de la propriété industrielle (Inpi)
Sur le site : information sur la propriété industrielle (chiffres-clés, acteurs, marques, brevets), base données de référence en accès libre, recherche sur mesure, annuaire de formations, aides et accompagnement, liens utiles, offres d'emploi, FAQ.

www.justice.gouv.fr

Édité par : ministère de la Justice
Sur le site : description sur le fonctionnement et l'organisation de la justice en France : formations, vidéos, reportages et interviews audio, offres d'emploi...

www.metiers.justice.gouv.fr

Édité par : ministère de la Justice
Sur le site : présentation des métiers, témoignages vidéo de professionnels, calendrier des concours, préparation et inscription, recrutement sans concours, écoles et classes préparatoires du ministère.

www.village-justice.com

Édité par : Legi Team
Sur le site : offres d'emploi et de stages, entreprises qui recrutent, forums, annuaire de sites juridiques, fiches métiers, formations juridiques, magazines en ligne

■ LISTE 2

Capacité en droit

La capacité en droit se prépare en 2 ans dans les universités publiques ci-dessous, dans le cadre de la formation initiale.

Public

06050 Nice

Université Nice - Sophia Antipolis
Faculté de droit et de sciences politiques
Tél : 04 92 15 70 00
<http://unice.fr/faculte-de-droit-et-science-politique/presentation>

10011 Troyes

Université de Reims Champagne-Ardenne
Centre universitaire de Troyes
Tél : 03 25 80 99 15
www.univ-reims.fr

11100 Narbonne

Université de Perpignan Via Domitia
UFR des sciences juridiques et économiques - site de Narbonne
Tél : 04 68 90 91 00
www.univ-perp.fr

13001 Aix-en-Provence

UFR Marseille - Université d'Aix-Marseille
Tél : 04 96 12 61 40
<http://facdedroit.univ-amu.fr/>

13628 Marseille

Université d'Aix-Marseille - UFR Droit et de science politique
Tél : 04 42 17 28 00
<http://facdedroit.univ-amu.fr/>

16400 La Couronne

Université de Poitiers - Faculté de droit et sciences sociales - site d'Angoulême
Tél : 05 45 25 18 50
<http://droit.univ-poitiers.fr>

19100 Brive

Université de Limoges - faculté de droit et des sciences économiques - site de Brive
Tél : 05 55 86 09 46
www.fdse.unilim.fr

20250 Corte

Université de Corse - UFR de droit, sciences sociales, économiques et de gestion
Tél : 04 95 45 00 16
<http://droit-eco.univ-corse.fr>

21072 Dijon

Université de Bourgogne - UFR droit, sciences économiques et politique
Tél : 03 80 39 56 00
<http://ufr-juridique-economique.u-bourgogne.fr>

24019 Périgueux

Université de Bordeaux - Institut droit et économie de Périgueux
Tél : 05 53 53 24 65
www.dejep.fr/

28000 Chartres

Université d'Orléans - Antenne scientifique universitaire de Chartres
Tél : 02 37 34 42 72
www.univ-orleans.fr

31042 Toulouse

Université Toulouse I Capitole - Faculté de droit et science politique
Tél : 05 61 63 35 00
www.univ-tlse1.fr

33608 Pessac

Université de Bordeaux - Faculté de droit et science politique
Tél : 05 56 84 85 10
<http://droit.u-bordeaux.fr>

34060 Montpellier

Université de Montpellier - UFR de droit et science politique
Tél : 04 34 43 28 28
www.umontpellier.fr/universite/composantes/facultes/faculte-de-droit-et-de-science-politique/

38040 Saint-Martin-Hères

Université Grenoble Alpes - Faculté de droit
Tél : 04 76 82 55 01
<http://droit.univ-grenoble-alpes.fr/>

42023 Saint-Étienne

Université Jean Monnet Saint-Étienne - UFR de droit
Tél : 04 77 42 13 60
<http://fac-droit.univ-st-etienne.fr>

49036 Angers

Université d'Angers - UFR de droit économie et gestion
Tél : 02 41 96 21 35
www.univ-angers.fr

Liste 1

Pour en savoir plus

p. 14

Liste 2

Capacité en droit

p. 14

Liste 3

DUT carrières juridiques

p. 15

Liste 4

Formations universitaires

p. 15

Liste 5

Diplômes binationaux

p. 20

Liste 6

Formations au DJCE

p. 20

Liste 7

Écoles spécialisées

p. 21

Liste 8

DU criminologie

p. 21

Liste 9

Enseignement à distance

p. 21

51096 Reims

Université de Reims Champagne-Ardenne - UFR de droit et science politique
Tél : 03 26 91 38 26
www.univ-reims.fr

54035 Nancy

Université de Lorraine - UFR droit, sciences économiques et gestion
Tél : 03 72 74 19 00
http://fac-droit.univ-lorraine.fr/

59313 Valenciennes

Université de Valenciennes et du Hainaut Cambrésis - Faculté de droit, d'économie et de gestion
Tél : 03 27 51 76 00
www.univ-valenciennes.fr/FDEG/

63002 Clermont-Ferrand

Université Clermont Auvergne - École de droit
Tél : 04 73 17 76 00
www.uca.fr/ufr-ecoles-et-iut/
collegium-droit-economie-gestion/
ecole-de-droit/

64016 Pau

Université Pau et Pays de l'Adour - UFR de droit, économie et gestion
Tél : 05 59 40 80 80/80 00
http://ufr-droit-eco-gestion.univ-pau.fr

66860 Perpignan

Université de Perpignan Via Domitia - UFR des sciences juridiques et économiques
Tél : 04 68 66 21 27
www.univ-perp.fr

67045 Strasbourg

Université de Strasbourg - Faculté de droit, de sciences politiques et de gestion
Tél : 03 68 85 88 29
http://droit.unistra.fr

69676 Bron

Université Lumière - Lyon 2 - UFR droit et science politique
Tél : 04 78 77 23 23
http://offreformation.univ-lyon2.fr/cdm/

75005 Paris

Université Panthéon-Sorbonne UFR droit - Département licence (École de droit de La Sorbonne)
Tél : 01 44 07 78 74
www.univ-paris1.fr/ufr/ufr26

80027 Amiens

Université Picardie Jules Verne Amiens - UFR de droit et de science politique
Tél : 03 22 82 71 52
www.u-picardie.fr/ufr/droit-science-politique/bienvenue/

83056 Toulon

Université de Toulon - UFR de droit
Tél : 04 94 46 75 00
http://droit.univ-tln.fr

84029 Avignon

Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse - UFR Droit, économie, gestion
Tél : 04 90 16 27 41/16
www.univ-avignon.fr

85035 La-Roche-sur-Yon

Université de Nantes - Centre universitaire départemental
Tél : 02 51 45 93 93
www.univ-nantes.fr/larochesuryon

87031 Limoges

Faculté de droit et des sciences économiques - site de Limoges
Tél : 05 55 14 96 00
www.fdse.unilim.fr

92001 Nanterre

Université Paris Nanterre - UFR de droit et science politique
Tél : 01 40 97 77 59
http://ufr-dsp.parisnanterre.fr

93430 Villetaneuse

Université Paris 13 - UFR de droit, sciences politiques et sociales
Tél : 01 49 40 44 75
www.univ-paris13.fr/dsps/

94010 Créteil

Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne - UFR de droit
Tél : 01 56 72 60 00
http://droit.u-pec.fr

(Source : Onisep, 2019)

■ LISTE 3

DUT carrières juridiques

Ce DUT est préparé dans les instituts universitaires de technologie (IUT) en formation initiale, en année spéciale, en alternance ou en formation continue.

02000 Laon

IUT de l'Aisne - Site de Laon
Tél : 03 23 26 01 48
http://iut-aisne.u-picardie.fr/l-iut/
Formation : initiale, continue, alternance

02880 Cuffies

IUT de l'Aisne - Campus de Soissons
Tél : 03 23 76 40 20
http://iut-aisne.u-picardie.fr/
Formation : initiale, continue, alternance

10026 Troyes Cedex

IUT de Troyes
Tél : 03 25 42 46 46
www.iut-troyes.univ-reims.fr
Formation : initiale, alternance, contrat d'apprentissage, contrat de professionnalisation, VAE

11008 Narbonne

IUT de Perpignan - Site de Narbonne
Tél : 04 68 90 91 01
http://iut.univ-perp.fr
Formation : initiale, continue, VAE

12000 Rodez

IUT de Rodez
Tél : 05 65 77 10 80
www.iut-rodez.fr
Formation : initiale, continue, VAE

33072 Bordeaux Cedex

IUT de Bordeaux - Site de Bordeaux Bastide
Tél : 05 56 00 95 56
www.iut.u-bordeaux.fr/general
Formation : alternance, contrat d'apprentissage, contrat de professionnalisation, initiale

35417 Saint-Malo Cedex

IUT de Saint-Malo
Tél : 02 99 21 95 00
http://iut-stmalo.univ-rennes1.fr/iut
Formation : initiale, continue, VAE

38031 Grenoble Cedex

IUT de Grenoble 2 - Site Doyen Gosse
Tél : 04 76 28 46 06
http://iut2.univ-grenoble-alpes.fr
Formation : initiale, alternance, contrat de professionnalisation, continue, VAE

59060 Roubaix Cedex 1

IUT C de Lille
Tél : 03 28 33 36 20
http://iut.univ-lille2.fr
Formation : initiale, alternance, continue, VAE

68008 Colmar Cedex

IUT de Colmar
Tél : 03 89 20 23 58
www.iutcolmar.uha.fr
Formation : initiale, alternance, contrat d'apprentissage, continue

69355 Lyon Cedex 08

IUT Jean Moulin - Lyon 3
Tél : 04 81 65 26 00
http://iut.univ-lyon3.fr
> Juriste d'entreprise - Banque assurance
Formation : initiale, alternance, continue, contrat de professionnalisation

76100 Rouen

IUT de Rouen - Site Pasteur
Tél : 02 35 14 60 14
http://iutrouen.univ-rouen.fr
Formation : initiale

93430 Villetaneuse

IUT de Villetaneuse
Tél : 01 49 40 30 00
www.iutv.univ-paris13.fr
Formation : initiale, continue, alternance, contrat d'apprentissage, VAE

■ LISTE 4

Formations universitaires**Licences**

- > Droit : Aix-Marseille, Amiens, Angers, Antilles, Artois, Avignon, Besançon, Bordeaux, Brest, Bretagne-Sud, Caen, Cergy-Pontoise, Clermont-Auvergne, Corte, Dijon, Évry, Grenoble Alpes, Guyane, INU Champollion, La Réunion, La Rochelle, Le Havre, Le Mans, Lille, Limoges, Littoral, Lorraine, Lyon 2, Lyon 3, Mayotte, Montpellier, Mulhouse, Nantes, Nice, Orléans, Paris 1, Paris 13, Paris 2, Paris 5, Paris 8, Paris Dauphine, Paris-Est Créteil, Paris-Nanterre, Paris-Sud, Pau, Perpignan, Poitiers, Polynésie française, Reims, Rennes 1, Saint-Étienne, Savoie mont-Blanc, Strasbourg, Toulon, Toulouse 1, Tours, UNC Nouméa, Valenciennes, Versailles
- > Droit - économie (double diplôme) : Toulouse 1, Paris 1, Lorraine, Évry, Angers, Paris 13
- > Droit - gestion (double diplôme) : Paris 1, Toulouse 1
- > Droit - histoire de l'art et archéologie (double diplôme) : Paris 1, Sorbonne université, Paris 2, Lille
- > Droit - langues étrangères appliquées (double diplôme) : Grenoble Alpes, Nantes, Amiens
- > Droit - langues, littératures et civilisations étrangères et régionales (double diplôme) : Tours, Versailles
- > Droit - lettres, langues (double diplôme) : Tours
- > Droit - philosophie (double diplôme) : Lyon 3, Nice
- > Droit - science politique (bidisciplinaire) : Lyon 3, Paris 1, Rouen

Licences professionnelles

- > Activités juridiques : métiers du droit de l'immobilier : Rouen IUT
- > Activités juridiques : métiers du droit social : Rouen IUT
- > Activité juridique, directeur d'enquêtes privées : Paris 2
- > Activités juridiques : assistant juridique : Montpellier, Lyon 2, Amiens, Bordeaux IUT
- > Activités juridiques : contentieux et recouvrement : Lille IUT
- > Activités juridiques : métiers du droit de l'immobilier : Toulon
- > Activités juridiques : métiers du droit des transports : Le Havre
- > Agent de recherches privées : UNIMES
- > Assistance juridique ressources humaines : Limoges IUT
- > Collaborateur droit social : Lorraine, Lorraine
- > Comptable-taxateur d'étude notariale : Limoges
- > Droit de l'immobilier : Perpignan
- > Droit du patrimoine : Lorraine

- > Droit et économie du tourisme : Aix-Marseille
- > Droit et gestion de la filière vitivinicole : Perpignan
- > Droit et gestion de l'habitat social : Clermont Auvergne
- > Droit et gestion des entreprises du secteur agricole : CFPPA Toulouse-Auzeville Castanet-Tolosan, Toulouse 1
- > Droit et gestion des entreprises associatives : Lyon 3 IUT
- > Droit et gestion immobiliers : Lyon 3
- > Droit et techniques des réseaux hydrauliques : Lyon 2, CFPPA Agrotéc Vienne
- > Droit et métiers du notariat : Angers
- > Droit des métiers des vins et spiritueux : Poitiers
- > Droit social : Rouen
- > Droit social et gestion des ressources humaines : Paris 8
- > Droit social et syndical : Reims
- > Droit, ergonomie et relations sociales dans l'entreprise : Lyon 2
- > Droit, gestion et comptabilité de l'entreprise : La Rochelle
- > Droit, procédures et métiers du contentieux : Lyon 2
- > Entreprises et cabinets d'affaires : Artois
- > Gestion juridique des contrats d'assurance : Paris 2
- > Gestion opérationnelle et juridique des organisations (ressources humaines) : Amiens IUT
- > Gestion opérationnelle et juridique des ressources humaines : Mulhouse IUT
- > Management et droit des affaires immobilières : Paris-Est Marne-la-Vallée IUT
- > Pratique juridique de l'entreprise : Valenciennes

Masters et masters professionnels

Administration publique

Masters

- > Droit de l'action administrative : Besançon
- > Droit de l'action publique : Poitiers
- > Droit des collectivités locales et des entreprises culturelles : Reims
- > Droit des collectivités territoriales : Montpellier, Corte
- > Droit des ressources humaines des fonctions publiques : Dijon
- > Droit et administration : Saint-Étienne
- > Droit et gestion des collectivités locales : Paris 1
- > Droit et gestion des ressources humaines dans les services publics : Lyon 2
- > Droit et gestion publique locale : Tours
- > Droit public des affaires locales : UNIMES
- > Droit public et administration, options droit public, administration publique : Limoges

- > Droit public, carrières publiques : Reims
- > Management des collectivités locales : Pau
- > Management des collectivités territoriales : Lille
- > Management territorial : Lyon 3

Masters professionnels

- > Droit et administration des collectivités territoriales : Antilles
- > Droit et gestion des ressources humaines dans les services publics : Lyon 2
- > Management des administrations publiques : Aix-Marseille, IRA Lyon Villeurbanne
- > Droit et management public local : Orléans
- > Droit et management publics des collectivités territoriales : Aix-Marseille
- > Professions juridiques et administratives : Université catholique de Lyon

Carrières judiciaires

Masters

- > Carrières judiciaires : Poitiers
- > Carrières judiciaires et contentieux : Évy
- > Carrières juridiques : Amiens
- > Droit de l'administration et de la justice : Auvergne
- > Professions judiciaires et droit processuel : Paris-Sud
- > Études judiciaires et processuelles : Lille 2

Masters professionnels

- > Carrières judiciaires : Le Havre, Rennes 1, Versailles
- > Carrières judiciaires et juridiques : IEP Paris
- > Carrières judiciaires et techniques contentieuses dans l'entreprise : Orléans
- > Professions judiciaires : Lyon 3
- > Professions juridiques et administratives : Université catholique de Lyon

Contentieux, droit processuel

Masters

- > Carrières judiciaires et contentieux : Évy
- > Conseil et contentieux : Tours
- > Contentieux : Besançon, Le Mans
- > Contentieux administratif : Toulon
- > Contentieux des affaires : Paris 1, Paris-Nanterre
- > Contentieux et arbitrage : Toulouse 1
- > Contentieux international et européen : Paris-Nanterre
- > Contentieux judiciaires : Toulon, Rennes 1
- > Contentieux privé : Caen, Artois
- > Contentieux publics : Artois, Bordeaux
- > Contrats et contentieux : Paris-Nanterre
- > Droit des contentieux : Montpellier,

- Amiens, Paris-Est Créteil
- > Droit des contentieux publics : Cergy-Pontoise, Paris-Saclay
- > Droit du contentieux : Strasbourg
- > Droit public général et contentieux publics : Lille
- > Études judiciaires et processuelles : Lille

Masters professionnels

- > Carrières judiciaires et techniques contentieuses dans l'entreprise : Orléans
- > Contentieux : Antilles
- > Droit et pratique des contentieux publics : Aix-Marseille
- > Gestion des contentieux privés : Nice

Droit

Masters

- > Analyse et impact économiques du droit : Paris-Nanterre
- > Droit et management en Nouvelle-Calédonie : UNC Nouméa
- > Droit et économie du sport : Limoges
- > Économie et droit : Paris 2
- > Protection de la personne : Toulon
- > Professions juridiques du sport : Dijon
- > Théorie du droit : Aix-Marseille
- > Ethique du soin et recherche : Toulouse 1, Toulouse Jean-Jaurès, Toulouse 3
- > Usages sociaux du droit et communication juridique : Paris 2

Masters professionnels

- > Droit de la prévention des risques et responsabilités : Mulhouse
- > Droit du sport : Aix-Marseille, Paris 1, Lille
- > Juriste du sport : Nice
- > Journalisme juridique : Aix-Marseille
- > Professions juridiques du sport : Dijon

Droit de l'info-com et du numérique

Masters

- > Droit de la communication : Paris 2
- > Droit de la création et numérique : Paris-Saclay, Paris 1
- > Droit de la propriété intellectuelle et des TIC : Montpellier
- > Droit des médias et de la communication : Toulouse 1
- > Droit des médias et des télécommunications : Aix-Marseille
- > Droit des technologies numériques et société de l'information : Paris-Nanterre
- > Droit du cyberspace : technologies et innovations numériques : Lille
- > Droit du numérique : Poitiers
- > Droit et numérique : Toulouse 1
- > Propriété intellectuelle et droit des affaires numériques : Paris-Saclay
- > Propriété intellectuelle et droit des nouvelles technologies : Grenoble Alpes
- > Propriété intellectuelle et nouvelles technologies : Aix-Marseille

- > Propriété intellectuelle fondamentale et technologies numériques : Paris-Saclay
- > Tiers de confiance et sécurité numérique : La Rochelle

Masters professionnels

- > Droit de la propriété intellectuelle et des nouvelles technologies : Nice
- > Droit du multimédia et de l'informatique : Paris 2
- > Droit du multimédia et des systèmes d'information : Strasbourg, Strasbourg
- > Expertise économique et juridique des systèmes d'information : Paris 2
- > Management des médias : Rennes 1

Droit de la propriété

Masters

- > Droit de l'innovation et propriété industrielle : Paris-Saclay
- > Droit de la création et numérique : Paris-Saclay, Paris 1
- > Droit de la propriété industrielle : Lille
- > Droit de la propriété intellectuelle : Toulouse 3, Toulouse 1
- > Droit de la propriété intellectuelle appliquée : Paris-Est Créteil
- > Droit de la propriété intellectuelle dans la société de la connaissance : Strasbourg
- > Droit de la propriété intellectuelle et des TIC : Montpellier
- > Droit de la recherche et valorisation de l'innovation : Poitiers
- > Droit des propriétés intellectuelles : Poitiers
- > Droit du numérique : Poitiers
- > Droit du patrimoine culturel : Paris-Saclay, Lille
- > Droit du patrimoine et des activités culturelles : Rouen
- > Management de l'innovation et de la propriété intellectuelle : Lyon 2
- > Management du capital immatériel : Paris-Saclay
- > Propriété industrielle et industries de santé : Paris 8
- > Propriété intellectuelle : Nantes, Lyon 2, Lyon 3
- > Propriété intellectuelle appliquée : Paris-Saclay
- > Propriété intellectuelle et droit des nouvelles technologies : Grenoble Alpes
- > Propriété intellectuelle et nouvelles technologies : Aix-Marseille
- > Propriété intellectuelle fondamentale et technologies numériques : Paris-Saclay
- > Propriétés industrielle et artistique : Paris 1

Masters professionnels

- > Droit de la propriété intellectuelle et des nouvelles technologies : Nice
- > Droit du marché et du patrimoine artistiques : Paris 2
- > Droit et activités artistiques : Aix-Marseille
- > Propriété industrielle : Paris 2

Droit de l'environnement**Masters**

- > Droit de l'environnement : Lyon 3, Paris-Saclay, Paris 1
- > Droit de l'environnement et de l'urbanisme : Artois
- > Droit de l'environnement et des risques : Strasbourg
- > Droit de l'environnement et du développement durable : Nantes
- > Droit de l'environnement, de l'aménagement et de l'urbanisme : Limoges
- > Droit de l'environnement, de la sécurité et de la qualité dans les entreprises : Paris-Saclay
- > Droit de l'urbanisme et du développement durable : Perpignan
- > Droit de la mer et risque maritime : Lille
- > Droit de la montagne : Grenoble Alpes, Savoie mont-Blanc
- > Droit du développement durable : Paris 5
- > Droit et action publique territoriale et environnementale : La Rochelle
- > Droit et gestion de l'environnement et du développement durable : Montpellier
- > Droit et gestion du développement durable : Toulouse 1
- > Droit et gouvernance des énergies : INSTN Cadarache Saint-Paul-lès-Durance
- > Droit et sécurité des activités maritimes et océaniques : Nantes, ENSAM Nantes
- > Droit international et comparé de l'environnement : Limoges
- > Droit international et européen de l'environnement : Aix-Marseille
- > Économie et gestion de l'environnement et du développement durable : Littoral
- > Environnement et droit : Rennes 1
- > Gestion des littoraux et des mers : Paul-Valéry
- > Gestion et droit des énergies et développement durable : ENGEES Strasbourg
- > Ingénierie juridique de l'entreprise et développement durable : Mulhouse
- > Management de l'environnement et du développement durable : Rouen
- > Management des territoires et urbanisme : Tours

Masters professionnels

- > Droit de l'environnement, des espaces et ressources maritimes : Nice
- > Droit de la protection de l'environnement, territoires méditerranéens : Aix-Marseille
- > Droit et gouvernance des énergies : Aix-Marseille
- > Environnement, sécurité et qualité de l'entreprise : Aix-Marseille
- > Gestion juridique des risques et développement durable : Nice
- > Responsabilité sociale et environnementale : Mulhouse

Droit des affaires, droit de l'économie**Masters**

- > Arbitrage et commerce international : Paris-Saclay
- > Arbitrage et droit du commerce international : Paris 1
- > Aspects juridiques et comptables de l'entreprise agricole : Rennes 1
- > Banque et finance : droit et régulation du système bancaire et financier : Paris 5
- > Banque finance : Artois
- > Banque, financement et recouvrement : Bordeaux
- > Business, Tax and Financial Market Law, options Business and Tax Law, Financial Market Law : Paris-Saclay
- > Concurrence, contrats, régulation et évaluation du droit : Paris-Nanterre
- > Contentieux des affaires : Paris 1, Paris-Nanterre
- > Contrat d'affaires : Valenciennes
- > Contrats commerciaux : Paris-Est Créteil
- > Contrats d'affaires et du crédit : Paris-Saclay
- > Contrats et entreprises : Toulon
- > Contrats publics et droit public des affaires : Aix-Marseille
- > Droit bancaire et financier : Montpellier
- > Droit bancaire et financier : Le Mans, Strasbourg, Paris 1, Lyon 3
- > Droit de l'activité agricole et de l'espace rural : Poitiers
- > Droit de l'agriculture et des filières agroalimentaires : Paris 1
- > Droit de l'économie et de la régulation en Europe : Strasbourg
- > Droit de l'entreprise : La Rochelle, INU Champollion
- > Droit de l'entreprise et des affaires : Poitiers, Lorraine
- > Droit de l'entreprise et des patrimoines professionnels : Limoges
- > Droit de l'entreprise, juristes conseils d'affaires : Grenoble Alpes
- > Droit de la banque : Toulon
- > Droit de la banque et des opérations patrimoniales : Grenoble Alpes
- > Droit de la concurrence et de la distribution : Caen
- > Droit de la consommation : Pau
- > Droit de la consommation et de la concurrence : Montpellier
- > Droit de la coopération économique et des affaires internationales : Bordeaux
- > Droit de la distribution : Lille
- > Droit de la distribution et des contrats d'affaires : Montpellier
- > Droit de la régulation et des contrats publics : Paris-Est Créteil
- > Droit des activités maritimes et portuaires : Le Havre
- > Droit des affaires : Amiens, Nantes, La Réunion, Paris 1
- > Droit des affaires, options droit et fiscalité de l'entreprise : Clermont Auvergne
- > Droit des affaires : Tours
- > Droit des affaires appliqué au monde de la santé : Saint-Étienne
- > Droit des affaires et de l'entre-

- prise : Rennes 1
- > Droit des affaires internationales : Tours, Paris-Saclay
- > Droit des affaires transfrontières : Lorraine
- > Droit des affaires, droit des PME-PMI : Reims
- > Droit des contrats et du recouvrement des créances : Lille
- > Droit des entreprises : Angers
- > Droit des entreprises du développement local : Reims
- > Droit des entreprises en difficulté : Paris 1
- > Droit des obligations civiles et commerciales : Paris 5
- > Droit des relations économiques internationales et européennes : Cergy-Pontoise
- > Droit douanier, des transports et de la logistique : Rouen
- > Droit du commerce international : Montpellier, Paris-Nanterre
- > Droit et entreprise, options droit des affaires, droit social : Saint-Étienne
- > Droit et éthique des affaires : Lyon 2, Cergy-Pontoise
- > Droit fiscal des affaires : Rennes 1, Lille
- > Droit international des affaires : Le Havre
- > Droit international économique : Paris 1
- > Droit pénal de l'entreprise : Paris-Saclay
- > Droit privé économique : Montpellier
- > Droit public de l'économie : Lille
- > Droit public des activités économiques : Paris-Est Créteil
- > Droit public des affaires : Paris 1, Toulouse 1, Lyon 3, Paris 8, Bordeaux, Paris-Saclay, Grenoble Alpes, Nantes
- > Droit public financier : Paris-Nanterre
- > Droit, gestion et commerce des spiritueux : Poitiers
- > Enseignement clinique du droit des affaires : UNIMES
- > Entreprise et droit de l'Union européenne : Paris-Saclay
- > Finance et droit, options risques financiers, gestion financière des patrimoines : Lille
- > Gestion juridique des risques : Artois
- > Gestion patrimoniale des conflits familiaux : Limoges
- > Ingénierie du patrimoine : Toulouse 1
- > Ingénierie juridique de l'entreprise et développement durable : Mulhouse
- > Ingénierie juridique et financière des sociétés : Bordeaux
- > Juriste conseil d'entreprise : Cergy-Pontoise, Caen
- > Juriste d'affaires : Paris 5, Paris-Est Créteil, Toulouse 1, Pau
- > Juriste d'affaires : commerce, distribution et consommation : Dijon
- > Juriste d'affaires européen : Paris 5
- > Juriste d'affaires franco-espagnol : Pau
- > Juriste d'affaires international et européen, parcours européen,

- international : Lorraine
- > Juriste d'affaires internationales : Rennes 1, Paris 5, Dijon
- > Juriste d'entreprise : Lille, Paris-Saclay, Toulouse 1
- > Juriste et conseil d'entreprise : Strasbourg
- > Juriste européen des affaires : Paris-Nanterre
- > Juriste franco-allemand : Dijon
- > Pratique du droit pénal des affaires : Paris-Est Créteil
- > Procédures bancaires et marché des professionnels : Aix-Marseille

Masters professionnels

- > Droit bancaire et financier : Paris 2
- > Droit de la banque et des opérations patrimoniales : Aix-Marseille
- > Droit des activités maritimes et portuaires : Antilles
- > Droit des affaires : Paris-Dauphine, Antilles
- > Droit des affaires et fiscalité : Paris 2
- > Droit des affaires et management : École de droit et de management de Paris (Paris 2)
- > Droit des affaires internationales : Aix-Marseille, Paris 2
- > Droit du marché et du patrimoine artistiques : Paris 2
- > Droit du patrimoine professionnel : Paris-Dauphine
- > Droit du sport : Aix-Marseille
- > Droit et gestion du patrimoine : Strasbourg
- > Droit et gouvernance des énergies : Aix-Marseille
- > Droit et management du transport aérien : Aix-Marseille
- > Droit et pratique des affaires internationales : Nice
- > Droit et régulation des marchés : Paris-Dauphine
- > Droit européen des affaires, option juriste franco-allemand possible : Paris 2
- > Droit européen des affaires : Nice
- > Droit européen et international des affaires : Paris-Dauphine
- > Droit international économique : Paris 2
- > Droit public de l'économie : Paris 2
- > Droit vitivinicole et des produits de qualité : Aix-Marseille
- > Gestion du patrimoine privé et professionnel : Paris 2
- > Gestion et droit de l'économie numérique, parcours commerce électronique : Strasbourg
- > Gestion juridique et financière : Strasbourg
- > Ingénierie des sociétés : Aix-Marseille
- > Juriste banque et finance : Nice
- > Juriste d'affaires : Nice, Paris 2
- > Juriste du sport : Nice
- > Juriste financier : Paris-Dauphine
- > Juriste sécurité financière - Compliance Officer : Strasbourg
- > Monde asiatique des affaires, parcours monde chinois des affaires : Aix-Marseille
- > Pratique contractuelle et contentieux des affaires : Bretagne-Sud

- > Transports maritimes : Aix-Marseille
- > Transports terrestres : Aix-Marseille

Droit des assurances

Cf. dossier Actuel-Cidj Les métiers de l'assurance n°2.36.

Droit étrangers, droit comparé

Masters

- > Common Law et droit comparé : Paris 5
- > Contrats en droit français et européen, option franco-italien possible : Poitiers
- > Culture juridique européenne : Paris 5
- > Droit anglais et nord-américain des affaires : Paris 1
- > Droit comparé : Paris 1
- > Droit comparé et droit international des échanges dans les espaces francophones : Perpignan
- > Droit de la famille interne, international et comparé : Strasbourg
- > Droit des affaires comparé : Lyon 2
- > Droit et sciences du travail européen : Toulouse 1, Toulouse 1
- > Droit français-droit étranger, parcours droit français-droit allemand : Paris-Nanterre
- > Droit international et comparé : Toulouse 1
- > Droit international et comparé de l'environnement : Limoges
- > Droit international et comparé des affaires : Bordeaux
- > Droit privé international et comparé : Lyon 3
- > Juriste franco-allemand : Rennes 1, Dijon
- > Pratique du droit des étrangers : Toulon

Droit européen, droit international

Masters

- > Action économique et coopération des collectivités territoriales en Europe : Lyon 2
- > Action et droit humanitaires, parcours protection des personnes et sécurité humaine : Aix-Marseille
- > Administration internationale : Paris 1
- > Analyse de crises et action humanitaire : Savoie mont-Blanc
- > Arbitrage et commerce international : Paris-Saclay
- > Arbitrage et droit du commerce international : Paris 1
- > Business, Tax and Financial Market Law, options Business and Tax Law, Financial Market Law : Paris-Saclay
- > Cadre supérieur d'administration des services publics et du secteur privé en Afrique : Reims
- > Carrières internationales : Clermont Auvergne
- > Carrières juridiques européennes : Grenoble Alpes
- > Carrières juridiques internatio-

- nales : Grenoble Alpes
- > Common Law et traditions civilistes : Paris-Est Créteil
- > Comparative and European Private and International Law : Toulouse 1
- > Contentieux international et européen : Paris-Nanterre
- > Contentieux interne et international : Paris 5
- > Contrats en droit français et européen, option franco-italien possible : Poitiers
- > Coopération internationale et ONG : Paris 13
- > Culture juridique européenne : Paris 5
- > Droit comparé et droit international des échanges dans les espaces francophones : Perpignan
- > Droit de l'Union européenne : Lille, Strasbourg, Nantes, Aix-Marseille
- > Droit de l'Union européenne et droit de l'Organisation mondiale du commerce : Rennes 1, ENS Rennes Bruz
- > Droit de la construction européenne : Lorraine
- > Droit de la coopération économique et des affaires internationales : Bordeaux
- > Droit de la famille interne, international et comparé : Strasbourg
- > Droit des activités spatiales et des télécommunications : Paris-Saclay
- > Droit des affaires internationales : Tours, Paris-Saclay
- > Droit des affaires transfrontières : Lorraine
- > Droit des contrats internes et internationaux : Paris-Sud
- > Droit des échanges euro-méditerranéens : Bordeaux
- > Droit des libertés, options systèmes de protection, droit de la personne : Toulouse 1
- > Droit des produits de santé en Europe : Strasbourg
- > Droit des relations économiques internationales et européennes : Cergy-Pontoise
- > Droit des relations internationales et de l'Union européenne : Paris-Nanterre
- > Droit des relations transatlantiques : Bordeaux
- > Droit du commerce international : Montpellier, Paris-Nanterre
- > Droit du contentieux international : Poitiers
- > Droit économique, spécialités droit public économique : IEP Paris
- > Droit économique de l'Union européenne : Paris 1
- > Droit économique et du marché, national et international : Perpignan
- > Droit économique européen et international : Paris 13
- > Droit et contentieux de l'Union européenne : Paris 2
- > Droit et gouvernance de l'Union européenne : Bordeaux
- > Droit et régulation des marchés internationaux : Caen
- > Droit européen : Montpellier
- > Droit européen des affaires : Lyon 3, Pau, Littoral, Paris-Est Créteil
- > Droit fiscal européen et internatio-

- nal : Paris 13
- > Droit français et européen des produits de santé : Lille
- > Droit international : Bordeaux
- > Droit international des affaires : Le Havre
- > Droit international économique : Paris 1
- > Droit international et comparé : Toulouse 1
- > Droit international et comparé de l'environnement : Limoges
- > Droit international et comparé des affaires : Bordeaux
- > Droit international et droit européen : Amiens
- > Droit international et européen : Rouen, Paris 8, Angers
- > Droit international et européen de l'environnement : Aix-Marseille
- > Droit international et européen des affaires : Strasbourg
- > Droit international et européen des droits fondamentaux : Nantes
- > Droit international et humanitaire de la santé : Montpellier
- > Droit international et organisations internationales : Paris 1
- > Droit international privé : Strasbourg
- > Droit international privé et du commerce international : Paris 1
- > Droit international privé public et de l'Union européenne : Le Havre
- > Droit international public : Lyon 3
- > Droit international public, parcours droits économiques, droits fondamentaux : Strasbourg
- > Droit international public : Aix-Marseille
- > Droit interne et européen des mineurs : Pau
- > Droit pénal de l'Union européenne : Strasbourg
- > Droit pénal international et comparé : Bordeaux
- > Droit pénal international et des affaires : Paris 1
- > Droit pénal international et européen : Limoges
- > Droit privé européen : Limoges
- > Droit privé international et comparé : Lyon 3
- > Droit public franco-hellénique : Bordeaux
- > Droit public international et européen : Paris-Saclay
- > Droit public interne et européen, parcours droit public interne, droit public européen : Paris 13
- > Droit public interne et international, parcours droit international public : Lorraine
- > Droit social interne, européen et international : Strasbourg
- > Droits de l'homme et Union européenne : Paris 1
- > Entreprise et droit de l'Union européenne : Paris-Saclay
- > Études interdisciplinaires des dynamiques africaines : Bordeaux Montaigne
- > Études interdisciplinaires internationales des dynamiques africaines : Bordeaux Montaigne
- > Études juridiques européennes :

- Bordeaux
- > Histoire des relations internationales et des processus d'intégration régionale : Strasbourg
- > Juriste d'affaires internationales et européennes, parcours européen, international : Lorraine
- > Juriste d'affaires internationales : Rennes 1, Paris 5, Dijon
- > Juriste européen : Pau, Toulouse 1
- > Juriste européen des affaires : Paris-Nanterre
- > Juriste international : Paris 1, Toulouse 1
- > Juriste linguiste : Poitiers, Poitiers
- > Justice pénale internationale : Lille
- > Systèmes juridiques européens : Paris-Est Créteil

Masters professionnels

- > Administration internationale : Paris 2
- > Droit de la reconstruction des États : Aix-Marseille
- > Droit des affaires internationales : Aix-Marseille, Paris 2
- > Droit et pratique des affaires internationales : Nice
- > Droit européen des affaires, option juriste franco-allemand possible : Paris 2
- > Droit européen des affaires : Nice
- > Droit européen et international des affaires : Paris-Dauphine
- > Droit international économique : Paris 2
- > Gouvernance européenne : Grenoble Alpes

Droit fiscal

Masters

- > Droit des affaires, options droit et fiscalité de l'entreprise : Clermont Auvergne
- > Droit des affaires et fiscalité : Rouen
- > Droit des affaires et fiscalité, master DJCE : Montpellier
- > Droit des affaires et fiscalité : Orléans, Paris 1, Bordeaux, Paris 8, Lyon 3
- > Droit et fiscalité de l'entreprise : Paris 1
- > Droit et fiscalité du patrimoine privé et professionnel : Montpellier
- > Droit fiscal : Paris 2, Paris 1, Lyon 3
- > Droit fiscal de l'entreprise : Toulouse 1, Paris-Nanterre
- > Droit fiscal des affaires : Rennes 1, Lille
- > Droit fiscal et douanier : Cergy-Pontoise
- > Droit fiscal européen et international : Paris 13
- > Finances publiques et fiscalité : Montpellier
- > Fiscalité : Dijon
- > Fiscalité appliquée : Paris-Est Créteil
- > Fiscalité du marché de l'art : Lyon 3
- > Gestion financière et fiscalité : Paris 1
- > Juriste fiscaliste : Paris 5
- > Opérations et fiscalité internationales des sociétés : Paris 1

> Procédure et fiscalité appliquées : Lorraine

Masters professionnels

> Administration fiscale : Paris-Dauphine
 > Droit des affaires et fiscalité : Paris 2
 > Droit et fiscalité de l'entreprise : Aix-Marseille
 > Droit et gestion du patrimoine : Strasbourg
 > Fiscalité de l'entreprise : Paris-Dauphine
 > Fiscalité internationale : Paris 2
 > Fiscalité personnelle et du patrimoine : Aix-Marseille
 > Gestion fiscale : Poitiers
 > Stratégie fiscale de l'entreprise : Nice

Droit immobilier et de la construction

Cf. dossier Actuel-Cidj Les métiers de l'immobilier n°2.37.

Droit médical, droit de la santé

Masters

> Activités de santé et responsabilités : Paris 5
 > Affaires réglementaires des industries de santé : Paris-Saclay
 > Affaires réglementaires européennes et internationales des produits de santé : Lille
 > Affaires techniques et réglementaires des dispositifs médicaux : Polytech Lyon Villeurbanne (Lyon 1)
 > Alimentation, droit, nutrition, santé : Brest
 > Biotechnologies et droit : Tours
 > Comparative Health Law : Paris 5
 > Droit de l'entreprise médicale, pharmaceutique et dentaire : Lorraine
 > Droit de la bioéthique : Paris-Est Créteil
 > Droit de la gestion des établissements de santé, sanitaires, sociaux et médico-sociaux : Paris 8
 > Droit de la responsabilité médicale et pharmaceutique : Paris-Sud
 > Droit de la santé : Amiens, Poitiers
 > Droit de la santé en milieu du travail : Lille
 > Droit de la santé et de la protection sociale : Toulouse 1
 > Droit de la sécurité sanitaire, alimentaire et environnementale : Paris 1
 > Droit des affaires appliqué au monde de la santé : Saint-Étienne
 > Droit des industries des produits de santé : Paris 5
 > Droit des produits de santé en Europe : Strasbourg
 > Droit du système de santé : Paris-Est Créteil
 > Droit et administration du secteur sanitaire et social : Clermont Auvergne
 > Droit et éthique des établissements sociaux et médico-sociaux : Rennes 1, EHESP Rennes

> Droit et éthique des professions et des institutions de santé : Rennes 1, EHESP Rennes
 > Droit et gouvernance des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux : Montpellier
 > Droit et gouvernance du secteur sanitaire et social : Rennes 1
 > Droit et management de la santé au travail : Lille
 > Droit et politiques de santé : Lille
 > Droit français et européen des produits de santé : Lille
 > Droit international et humanitaire de la santé : Montpellier
 > Droit médical et de la santé : Paris 8
 > Droit privé : Tours
 > Droit public : Tours
 > Environnement juridique et santé : Saint-Étienne
 > Indemnisation des victimes d'accidents médicaux : Bordeaux
 > Juriste manager des structures sanitaires et sociales : Lyon 3
 > Médecine, droit et politiques de santé : Paris 5
 > Métiers de l'encadrement des établissements de santé et médico-sociaux : Bordeaux
 > Propriété industrielle et industries de santé : Paris 8
 > Réglementation et droit pharmaceutiques : Strasbourg
 > Santé, prévoyance et protection sociale : Paris 5
 > Stratégies juridiques et économiques de mise sur le marché des produits de santé : Bordeaux

Masters professionnels

> Droit médical et pharmaceutique : Aix-Marseille
 > Santé des populations : Nice

Droit notarial

Cf. dossier Actuel-Cidj Les métiers de l'assurance n°2.36 et Les métiers du notariat n°2.517.

Droit pénal, sciences criminelles

Masters

> Criminologique : Lyon 1
 > Criminologique et archéologie : Lorraine
 > Criminologie : Bordeaux, Paris 2
 > Criminologie et victimologie : Poitiers
 > Droit de l'exécution des peines et droits de l'homme : Bordeaux, Pau
 > Droit de la sanction pénale et de l'exécution des peines : Montpellier
 > Droit interne et européen des mineurs : Pau
 > Droit pénal : Rennes 1
 > Droit pénal approfondi : Nantes, Bordeaux
 > Droit pénal de l'Union européenne : Strasbourg
 > Droit pénal et pratique du droit pénal : Paris-Sud
 > Droit pénal et sciences criminelles : Lorraine

> Droit pénal et sciences criminelles, parcours droit pénal fondamental et comparé : Strasbourg
 > Droit pénal et sciences criminelles : Toulouse 1, Grenoble Alpes
 > Droit pénal et sciences criminelles : Paris-Nanterre
 > Droit pénal financier : Cergy-Pontoise
 > Droit pénal fondamental : Lyon 3, Montpellier, Paris 1
 > Droit pénal international et comparé : Bordeaux
 > Droit pénal international et des affaires : Paris 1
 > Droit pénal international et européen : Limoges
 > Droit pénal, sciences criminelles et criminologie appliquée : Reims
 > Études pénales et criminelles : Lille
 > Justice pénale internationale : Lille
 > Pénologie : Lyon 3
 > Police et sécurité intérieure : Pau
 > Pratique du droit pénal des affaires : Paris-Est Créteil
 > Pratiques pénales : Montpellier
 > Psychologie et justice : Lille
 > Psychopathologie clinique et criminologie, parcours pratiques et recherches cliniques : Poitiers
 > Sciences sociales et criminologie : Nantes
 > Violences, risques et vulnérabilités : psychologie criminologique et victimologique : Rennes 2

Masters professionnels

> Droit et stratégies de la sécurité : EOGN Melun, Paris 2
 > Expertise dans le système pénal national et international : Aix-Marseille
 > Juriste sécurité financière - Compliance Officer : Strasbourg
 > Lutte contre l'insécurité : Aix-Marseille
 > Médecine légale et criminalistique : Paris 5
 > Métiers de la police et de l'administration pénitentiaire : Aix-Marseille

Droit privé

Masters

> Biens et patrimoine : Paris 1
 > Contentieux : Le Mans
 > Contentieux : justice, procès, procédure : Lorraine
 > Contentieux des droits fondamentaux : Grenoble Alpes
 > Contentieux privé : Caen, Artois
 > Contrat et responsabilité : Paris 1
 > Contrats et contentieux : Paris-Nanterre
 > Contrats et responsabilités des professionnels : Toulouse 1
 > Droit des contentieux : Amiens
 > Droit des contrats internes et internationaux : Paris-Sud
 > Droit des contrats publics et privés : Avignon
 > Droit des obligations civiles et commerciales : Paris 5
 > Droit des personnes et de la famille : Toulouse 1, Grenoble Alpes, Bordeaux

> Droit des personnes, de la famille et du patrimoine : Paris 8
 > Droit du dommage corporel : Savoie mont-Blanc
 > Droit et pratique de la procédure : Angers
 > Droit et pratique des contrats : Lyon 2, Angers, Saint-Étienne, Lyon 3
 > Droit et procédure : Reims
 > Droit international privé : Strasbourg
 > Droit privé, parcours droit anglo-américain, droit privé des affaires, droit privé général : Cergy-Pontoise
 > Droit privé appliqué : Besançon
 > Droit privé approfondi : Amiens
 > Droit privé des personnes et des patrimoines : Paris-Est Créteil
 > Droit privé économique : Montpellier
 > Droit privé et public des obligations : Savoie mont-Blanc
 > Droit privé européen : Limoges
 > Droit privé fondamental : Lyon 3, Paris-Sud, Paris-Nanterre, Toulouse 1, Brest, Rennes 1, Montpellier
 > Droit privé général : Paris 2, Nantes, Pau, Lorraine, Paris 1, Rouen
 > Droit privé international et comparé : Lyon 3
 > Ingénierie juridique du patrimoine : La Réunion
 > Personne et famille : Paris 1, Montpellier
 > Pratiques juridiques et judiciaires : Montpellier
 > Procédures et contentieux privés : Pau
 > Protection de la personne vulnérable : Paris-Est Créteil, Caen

Masters professionnels

> Contentieux : Antilles
 > Droit des responsabilités : Nice
 > Gestion des contentieux privés : Nice

Droit public

Masters

> Administration des collectivités territoriales : Grenoble Alpes
 > Carrières du droit public : Brest
 > Contentieux public : Paris 1, Artois, Le Mans, Bordeaux
 > Contrats publics : Valenciennes
 > Contrats publics et droit public des affaires, parcours contrats publics, droit public : Aix-Marseille
 > Contrats publics et partenariats : Montpellier
 > Droit administratif : Montpellier
 > Droit constitutionnel : Montpellier
 > Droit constitutionnel et droits fondamentaux : Paris 1
 > Droit de l'action publique : Poitiers
 > Droit de la commande publique : Poitiers
 > Droit de la régulation et des contrats publics : Paris-Est Créteil
 > Droit des achats publics : Paris-Saclay
 > Droit des collectivités territoriales : Toulouse 1, Bordeaux, Paris-Saclay, Nantes, Polynésie française
 > Droit des collectivités territoriales

et politiques publiques : Cergy-Pontoise

- > Droit des contentieux publics : Cergy-Pontoise, Paris-Saclay
- > Droit des contrats publics : Lyon 3, Saint-Étienne, Lyon 2, Lorraine
- > Droit des contrats publics et privés : Avignon
- > Droit et contentieux des contrats publics : Pau
- > Droit et contentieux public : Orléans
- > Droit et transformations de l'action publique : Perpignan
- > Droit immobilier public : Versailles
- > Droit international public : Lyon 3, Strasbourg, Aix-Marseille
- > Droit public : La Réunion, Paris 8, INU Champollion
- > Droit public approfondi : Rouen, Nantes, Paris-Saclay
- > Droit public de l'économie : Lille
- > Droit public des activités économiques : Paris-Est Créteil
- > Droit public des affaires : Paris 1, Toulouse 1, Lyon 3, Paris 8, Bordeaux, Paris-Saclay, Grenoble Alpes, Nantes
- > Droit public et administration, options droit public, administration publique : Limoges
- > Droit public et des collectivités territoriales : Le Havre
- > Droit public financier : Paris-Nanterre
- > Droit public fondamental : Lyon 2, Paris 1, Bordeaux, Saint-Étienne, Lyon 3
- > Droit public franco-hellénique : Bordeaux
- > Droit public général : Paris 5, Paris-Nanterre, Rennes 1, Toulouse 1
- > Droit public général et contentieux publics : Lille
- > Droit public international et européen : Paris-Saclay
- > Droit public interne et européen, parcours droit public interne, droit public européen : Paris 13
- > Droit public interne et international, parcours droit international public : Lorraine
- > Droit public, carrières publiques : Reims
- > Finances publiques et fiscalité : Montpellier
- > Juriste de droit public : Tours
- > Métiers du politique et de l'administration : Lorraine

Masters professionnels

- > Droit et pratique des contentieux publics : Aix-Marseille
- > Droit public de l'économie : Paris 2
- > Marchés et travaux publics : Strasbourg
- > Métiers de l'accompagnement politique : conseil, assistantat, rédaction : Orléans
- > Métiers de la défense : conseil et formation juridique des forces armées : Aix-Marseille, ECA Salon-de-Provence

Droit social, droit du travail

Masters

- > Droit de l'aide et de l'action sociale : Poitiers
- > Droit de la protection sociale : Lille, Lyon 3, Lyon 2
- > Droit de la protection sociale d'entreprise : Paris 1
- > Droit de la santé en milieu du travail : Lille
- > Droit des relations de travail dans l'entreprise : Bordeaux
- > Droit des ressources humaines et de la protection sociale : Paris-Saclay
- > Droit du contrat de travail : Reims
- > Droit du travail : Lille
- > Droit du travail et de l'emploi : Toulouse 1
- > Droit du travail et de la protection sociale : Rennes 1, Lorraine, Bordeaux
- > Droit et économie des ressources humaines : Lille
- > Droit et gestion des personnes du secteur sanitaire et social : Toulon
- > Droit et pratique des relations de travail : Montpellier, Paris-Saclay
- > Droit social : Cergy-Pontoise, Rouen, Clermont Auvergne, Besançon, Amiens
- > Droit du travail et de la protection sociale : Lorraine, Bordeaux
- > Droit et management social de l'entreprise : Toulouse 1
- > Droit et pratique des relations de travail : Montpellier, Paris-Saclay
- > Droit et relations sociales dans l'entreprise : Lyon 2
- > Droit social : Cergy-Pontoise, Rouen, Clermont Auvergne, Besançon, Amiens
- > Juristes de droit social : Paris 1
- > Théorie et pratique du droit social : Lyon 2

Masters professionnels

- > Droit des relations de travail, parcours entreprise et ressources humaines : Aix-Marseille
- > Droit et pratique des relations du travail : Paris 2
- > Droit sanitaire et social : Paris 2
- > Relations de travail : Tours

Droit de l'Homme

Masters

- > Droit constitutionnel et droits fondamentaux : Paris 1
- > Droit de l'exécution des peines et droits de l'Homme : Bordeaux, Pau, Bordeaux
- > Droit des minorités : Strasbourg
- > Droit des ONG, de l'humanitaire et des droits de l'Homme : Strasbourg
- > Droit et contentieux des libertés : Pau
- > Droits de l'Homme : Lyon 2, Paris-Nanterre
- > Droits de l'Homme et droit humanitaire : Paris 2, Paris-Saclay
- > Droits de l'Homme et Union européenne : Paris 1
- > Pratique des droits fondamentaux : Toulon
- > Protection des droits de l'Homme

en Europe : Strasbourg

- > Protection des droits fondamentaux et des libertés : Dijon, Besançon

LISTE 5

Diplômes binationaux

Les diplômes binationaux sont des cursus spécialisés, organisés en collaboration avec des universités étrangères. Cette formation permet d'obtenir à la fois le diplôme français et le diplôme du pays correspondant.

Licences

- > Droit, parcours droit panoptique, systèmes juridiques de l'Union européenne, journalisme : Lille
- > Droit, parcours droit allemand, droit anglo-américain, droit espagnol et latino-américain : Cergy-Pontoise
- > Droit, parcours droit public, droit français et droit allemand, droit privé sciences criminelles, droit de l'entreprise : Lorraine
- > Droit, parcours droits français et allemand, droits français et anglais, droits français et espagnol, droits français et italien : Paris 1
- > Droit, parcours droit privé et sciences criminelles, droit public, droit français-droit allemand, droit de l'entreprise : Lorraine
- > Droit, parcours droit bilingue anglo-américain : Le Havre
- > Droit, parcours droit français et droit allemand : Tours
- > Droit, parcours droit français et anglo-saxon, droit et monde hispanique, diplôme international franco-allemand, anglais, espagnol ou italien : Toulouse 1
- > Droit français-droit étranger, parcours droit français-droit allemand, droit français-Common Law, droit français-droits espagnols et latino-américains, droit français-droit italien, droit français-droit russe : Paris-Nanterre

Master

- > Common Law et droit comparé : Paris 5
- > Contrats en droit français et européen, option franco-italien possible : Poitiers
- > Culture juridique européenne : Paris 5
- > Droit anglais et nord-américain des affaires : Paris 1
- > Droit comparé : Paris 1
- > Droit comparé et droit international des échanges dans les espaces francophones : Perpignan
- > Droit de la famille interne, interna-

tionnel et comparé : Strasbourg

- > Droit des affaires comparé : Lyon 2
- > Droit et sciences du travail européen : Toulouse 1, Toulouse 1
- > Droit français-droit étranger, parcours droit français-droit allemand : Paris-Nanterre
- > Droit international et comparé : Toulouse 1
- > Droit international et comparé de l'environnement : Limoges
- > Droit international et comparé des affaires : Bordeaux
- > Droit privé international et comparé : Lyon 3

LISTE 6

Formations au DJCE

Les universités publiques suivantes préparant au DJCE (diplôme de juriste-conseil d'entreprise). Pour être candidat, il faut être titulaire d'un master 1 de droit.

Public

14032 Caen cedex 5

Université de Caen Normandie
UFR de droit et sciences politiques
Tél : 02 31 56 62 81
www.unicaen.fr/droit

31042 Toulouse

Université Toulouse I Capitole
Faculté de droit et science politique
Tél : 05 61 63 35 00
www.univ-tlse1.fr

33608 Pessac

Université de Bordeaux
Faculté de droit et science politique
Tél : 05 56 84 85 10
<http://droit.u-bordeaux.fr>

34060 Montpellier

Université de Montpellier
UFR de droit et science politique
Tél : 04 34 43 28 28
www.umontpellier.fr/universite/composantes/facultes/faculte-droit-et-de-science-politique

54035 Nancy Cedex

Université de Lorraine
UFR droit, sciences économiques et gestion
Tél : 03 72 74 19 00
<http://fac-droit.univ-lorraine.fr>

67045 Strasbourg

Université de Strasbourg
Faculté de droit de sciences politiques et de gestion
Tél : 03 68 85 88 29
<http://droit.unistra.fr>

69362 Lyon

Université Jean Moulin - Lyon 3
Institut de droit et d'économie des affaires
Tél : 04 26 31 85 16
<http://idea.univ-lyon3.fr>

75006 Paris

Université Panthéon-Assas
Institut de droit des affaires
Tél : 01 53 63 80 79
www.u-paris2.fr

86073 Poitiers

Université de Poitiers
Faculté de droit et sciences sociales
Tél : 05 49 45 31 35
<http://droit.univ-poitiers.fr>

(Source : Onisep, 2019)

■ LISTE 7

Écoles spécialisées

Ces écoles forment, en formation initiale ou continue, les professionnels de la justice : greffiers et Clercs, personnels de l'administration pénitentiaire ou de la Protection judiciaire de la Jeunesse.

21071 Dijon Cedex

École nationale des greffes (ENG)
Tél : 03 80 60 56 00
www.eng.justice.fr
Formation initiale pour les métiers de directeur des services de greffe judiciaires, de greffier, de secrétaire administratif, d'adjoint administratif. Formation continue de l'ensemble des fonctionnaires des services judiciaires.
Classe préparatoire aux concours dans le cadre du dispositif sur "l'égalité des chances"
Admission : après concours

47916 Agen Cedex 9

École nationale d'administration pénitentiaire (Enap)
Tél : 05 53 98 98 98
www.enap.justice.fr
> Formations initiale et continue de l'ensemble du personnel de l'administration pénitentiaire.
Formation : initiale, continue
Admission : Concours externes et internes du brevet au bac+3
Durée : de quelques semaines à 2 ans, en fonction du métier choisi

59052 Roubaix Cedex 1

École nationale de protection judiciaire de la jeunesse (ENPJJ)
Tél : 03 59 03 14 14
www.enpjj.justice.fr
Formation initiale et continue du personnel de la Protection judiciaire de la Jeunesse
Classe préparatoire intégrée
> Diplôme d'éducateur de la PJJ

Formation : initiale, continue
Admission : bac + 2.
Sur concours.
Durée : 2 ans

75009 Paris

École nationale de procédure (ENP)
Tél : 01 49 70 92 10
www.enpepp.org
> Certificat de qualification professionnelle de clerc aux procédures
Formation : contrat de professionnalisation, alternance, continue
Durée : 232 heures sur 9 mois
> Certificat de qualification professionnelle de clerc expert
Formation : continue
Durée : 481h ou 2 ans
Coût : 10,50€/h
> Certificat de qualification professionnelle de clerc signifiéur
Formation : continue
Admission : Être salarié d'une étude
Durée : 60 heures de formation sur 4 mois maximum

■ LISTE 8

DU criminologie

Les diplômes d'université sont propres à l'université qui les délivre. Ils ne bénéficient donc pas d'une reconnaissance nationale.

Public**31042 Toulouse Cedex 9**

Université Toulouse I Capitole
Faculté de droit et science politique
Tél : 05 61 63 35 00
<http://www.univ-tlse1.fr>

38040 Saint-Martin-d'Hyères

Université Grenoble Alpes
Faculté de droit
Tél : 04 76 82 55 01
<http://droit.univ-grenoble-alpes.fr>

54035 Nancy

Université de Lorraine
Institut d'études judiciaires
Tél : 03 72 74 19 33
<http://fac-droit.univ-lorraine.fr>

54035 Nancy

Université de Lorraine
UFR droit, sciences économiques et gestion
Tél : 03 72 74 19 00
<http://fac-droit.univ-lorraine.fr>

93200 Saint-Denis

Université Vincennes-Saint-Denis
UFR Droit
Tél : 01 49 40 66 32
www.ufr-droit.univ-paris8.fr

(Source : Onisep, 2019)

■ LISTE 9

Enseignement à distance**Auxilia**

Une nouvelle chance
92000 Nanterre
Tél : 01 80 42 02 77
www.asso-auxilia.fr
Association
> Capacité en droit

Centre audiovisuel d'études juridiques des universités de Paris

Centre René Cassin
75013 Paris
Tél : 01 44 08 63 50
www.e-cavej.org
Public
Coût : à partir de 400 €
> Capacité en droit (1^{re} et 2^e années avec le Cned)
Licence L1, L2, L3 droit
Master M1 droit (public, privé ou droit des affaires)
Master M2 juriste des affaires

Centre national d'enseignement à distance (Cned)

86360 Chasseneuil-du-Poitou Cedex
Tél : 05 49 49 94 94
www.cned.fr
Public
> BTS notariat
Capacité en droit
Licence d'administration économique et sociale, parcours administration publique (LAP)
Licence pro métiers du notariat
> Préparation au concours de catégorie B de conseiller pénitentiaire d'insertion et de probation
> Préparation aux concours de catégorie B de justice : greffier des services judiciaires

Conservatoire national des arts et métiers (Cnam)

75003 Paris Cedex 3
Tél : 01 40 27 20 00
<http://ecole-ingenieur.cnam.fr>
<http://foad.cnam.fr>
www.cnam.fr
Public
> L'offre FOAD (formation ouverte et à distance) du Cnam concerne 500 unités d'enseignement entièrement à distance portant sur les 2 domaines d'enseignement du Cnam : sciences et techniques et disciplines tertiaires.

Enseignement à distance - Université Grenoble Alpes (UGA)

38400 Saint-Martin-d'Hères
Tél : 04 57 42 21 42
<http://formations.univ-grenoble-alpes.fr/fr/index.html>
Public
> Licence L1, L2, L3 droit
> Master droit des collectivités territoriales
M1 droit public
M2 administration et collectivités territoriales

M2 droit de la montagne
> Master M1 droit dominante droit des affaires ou droit public ou droit privé
> Master M1 droit international et européen
Master M2 droit international et européen parcours carrières juridiques internationales ou parcours sécurité internationale et défense

Enseignement à distance - Université Rouen Normandie (EAD)

76821 Mont-Saint-Aignan Cedex
Tél : 0800 281 452
<http://ead.univ-rouen.fr>
Public
> Capacité en droit
Licence droit
Master M1 droit public M2 droit public parcours droit public approfondi ou parcours services et politiques publiques
Master droit mention justice, procès et procédures

Faculté Jean Monnet - Enseignement à distance - Université Paris Sud

92330 Sceaux
Tél : 01 40 91 17 73
www.jm.u-psud.fr/fr/les_formations/formation-a-distance-ead.html
Public
> Licence L1, L2, L2 droit en 1 an ou 2 ans
> Licence L3 droit privé à distance

Institut de développement et d'innovation pédagogique - Université de Strasbourg (IDIP)

67100 Strasbourg
Tél : 03 68 85 50 57
www.unistra.fr
Public
> Master pro M2 droit de l'internet et des systèmes d'information

Institut d'enseignement à distance - Université Paris 8 (IED Paris 8)

93526 Saint-Denis Cedex 02
Tél : 01 49 40 72 00
www.iedparis8.net
Public
> DU criminologie
> Licence L1, L2 droit
Licence L3 droit public
Licence L3 droit privé
Master droit public
Master droit privé processuel

Institut d'études politiques de Grenoble (IEP Grenoble)

Sciences-Po Grenoble
38400 Saint-Martin-d'Hères
Tél : 04 76 82 60 00
www.sciencespo-grenoble.fr
Public
> Méthodes pédagogiques : plateforme d'e-learning, accompagnement pédagogique
Master M1, M2 gouvernance européenne

Institut universitaire de technologie de Grenoble 2 - Site Doyen Gosse (IUT)

Université Pierre Mendès France
38031 Grenoble Cedex
Tél : 04 76 28 46 06
<http://iut2.univ-grenoble-alpes.fr>
Public

> DUT carrières juridiques
Durée : en 2 ans, avec un regroupement tous les lundis en présentiel.
Cursus adapté à l'alternance.
Coût : de 2200 à 4500 €

Institut universitaire de technologie de Grenoble 2 - Site Verdun (IUT)

Université Pierre Mendès France
38031 Grenoble Cedex
Tél : 04 76 03 79 50
<http://iut2.univ-grenoble-alpes.fr>
Public

> DUT carrières juridiques

Service d'enseignement à distance de la faculté des sciences juridiques, politiques et sociales - Université Lille 2

59000 Lille Cedex
Tél : 03 20 90 74 03
<http://droit.univ-lille2.fr/lenseignement-a-distance-ead>
Public

> Licence L1, L2, L3 droit
Master M1 de droit public et de droit privé.

Service FOAD - Université Toulouse Capitole 1

31000 Toulouse
Tél : 05 61 63 37 86
www.ut-capitole.fr/formations/se-former-autrement/formation-ouverte-et-a-distance/la-formation-ouverte-et-a-distance-326721.kjsp
Public

> Licence L1, L2, L3 droit
Licence L3 science politique
Master M1, M2 droit pénal et sciences criminelles, droit des affaires, droit public, droit international et droit européen, droit immobilier, droit du patrimoine, droit social, science politique



www.cidj.com
rubrique réseau IJ

Plus de 1500 centres
d'Information Jeunesse
vous accueillent
à travers toute la France.
Vous y trouverez
conseils, infos et adresses
de proximité.

Actuel Ile-de-France

Liste 1 Faculté privée	p. 23
Liste 2 Formations en alternance	p. 23
Liste 3 Formation continue	p. 24

■ LISTE 1 (IDF)

Faculté privée

Ces facultés de droit sont des établissements privés, préparant aux mêmes diplômes que les universités publiques. Coût: à partir de 5 000 €

Faculté libre de droit - Campus Paris (FLD)

92130 Issy-les-Moulineaux
Tél : 01 78 16 20 04
Privé

- > Double diplôme avec l'IESEG international business & law
Formation : initiale
Durée : 5 ans
- > Licence de droit et de culture juridique
Formation : initiale
Durée : 3 ans
- > Licence européenne de droit
Formation : initiale
Admission : Maîtriser l'anglais et l'allemand ou l'espagnol.
Durée : 3 ans

Faculté libre de droit, d'économie et de gestion (FACO)

Département de droit
75006 Paris
Tél : 01 53 10 24 70
<http://facoparis.com>
Privé

- > Licence droit
Formation : initiale
Admission : Bac L, ES, S; dossier, entretien.
Durée : 3 ans
- > Master professionnel droit bancaire et financier
Formation : initiale
Admission : M1 de droit, sur dossier et entretien.
Durée : 13 mois
- > Master professionnel droit des affaires internationales
Formation : initiale
Admission : M1 de droit, sur dossier et entretien
Durée : 1 an
- > Parcours droit anglais
Formation : initiale
Admission : Sur dossier et entretiens.
Inscription parallèle en L1 de droit
Durée : 3 ans
- > Parcours droit sciences politiques
Formation : initiale
Admission : Sur dossier et entretien.
Inscription parallèle en L1 de droit
Durée : 3 ans
- > Préparation aux concours des Grandes Écoles en admission parallèle
Formation : initiale

Admission : Bac L, ES, S; dossier, entretien.
Durée : 3 ans

■ LISTE 2 (IDF)

Formations en alternance

Les établissements suivants proposent des formations dans le cadre du contrat d'apprentissage (A) ou du contrat de professionnalisation (CP).

75231 Paris Cedex 5

Université Panthéon-Sorbonne
Université Paris 1
Tél : 01 44 07 80 00
www.panthéonsorbonne.fr
Public

- > Master pro M2 droit de la sécurité sanitaire et alimentaire : A
- > Master pro M2 droit européen parcours droit de l'agriculture et des filières agroalimentaires : A
- > Master pro M2 droit public parcours droit de l'énergie : A
- > Master pro M2 droit social parcours droit de la protection sociale d'entreprise : A
- > Master pro M2 droit social parcours juriste de droit social : A

75006 Paris

CFA Université et sports
Tél : 01 45 65 43 10
www.cfaunivsport.com
Public

- > Licence L3 Droit : A
Admission : être sportif de haut niveau.

75006 Paris

Mission orientation emploi de l'université Panthéon Assas
Université Paris 2
Tél : 01 44 41 58 75
www.u-paris2.fr
Public

- > Master M2 droit fiscal : A
- > Master pro M2 défense et dynamiques industrielles : A
- > Master pro M2 droit des affaires et management : A
- > Master pro M2 droit du marché et du patrimoine artistique : A
- > Master pro M2 droit et pratique des relations de travail : A
- > Master pro M2 droit immobilier et de la construction : A
- > Master pro M2 droit sanitaire et social : A
- > Master pro M2 fiscalité internationale : A

- > Master pro M2 gestion du patrimoine privé et professionnel : A
- > Master pro M2 juriste conseil des collectivités territoriales : A

75270 Paris Cedex 06

Université Paris Descartes
Université Paris 5
Tél : 01 76 53 16 50
www.parisdescartes.fr
Public

- > Master M2 droit de la santé parcours droit des industries des produits de santé : A, CP
- > Master M2 droit privé parcours droit des activités numériques : A, CP
- > Master M2 droit privé parcours droit et gestion du patrimoine : A, CP

75009 Paris

École nationale de procédure (ENP)
Tél : 01 49 70 92 10
www.enpepp.org
Privé

- > Certificat de qualification professionnelle de clerc aux procédures : CP
Durée : 232 heures sur 9 mois

75010 Paris

European School of Advanced Management (Esam)
IGS
Tél : 01 80 97 65 39
www.esam-ecoles.com
Association

- > Titre certifié juriste d'affaires spécialité management et ingénierie juridique, niveau bac + 5 : CP
Admission : licence de droit + concours propre
Durée : 1 ou 2 ans

75775 Paris Cedex 16

Université Paris-Dauphine
Université Paris 9
Tél : 01 44 05 41 22
www.apprentissage.dauphine.fr
Public

- > Master M2 droit spécialité juriste financier : A

77101 Meaux Cedex

IUT de Marne-la-Vallée - Site de Meaux (IUT)
Université Marne-la-Vallée
Tél : 01 64 36 44 10
<http://iut.u-pem.fr>
Public

- > Licence pro métiers du droit de l'immobilier parcours management et droit des affaires immobilières : A

77420 Champs-sur-Marne

IUT de Marne-la-Vallée - Site de Champs-sur-Marne (IUT)
Université Marne-la-Vallée
Tél : 01 60 95 85 85
<http://iut.u-pem.fr>
Public

- > Licence pro activités juridiques : métiers du droit de l'immobilier management et droit des affaires immobilières : A
Durée : 1 an

77447 Marne-la-Vallée Cedex 2

CFA Descartes (Adefsa)
Tél : 01 64 61 65 00
www.cfadescartes.fr
Privé hors contrat

- Information et inscription auprès du CFA. Les formations ont lieu sur différents sites (voir avec les CFA pour les adresses).
- > Licence pro métiers du droit de l'immobilier parcours management et droit des affaires immobilières : A

78120 Rambouillet

École supérieure des systèmes de management (Essym)
CCI Paris-Ile-de-France
Tél : 01 34 83 95 78
www.essym.fr
Consulaire

- > Master M1, M2 droit immobilier public : A, CP

78280 Guyancourt

CFA d'Alembert (UVSQ/CCIV)
Université Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines/CCI Versailles
Tél : 01 30 64 25 80
www.cfa.uvsq.fr
Consulaire

- > Master pro M1, M2 droit immobilier public (DIP) : A
Durée : 1 ou 2 ans

78280 Guyancourt

Faculté de droit et de science politique
Université Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines
Tél : 01 39 25 53 13
www.uvsq.fr
Public

- > Master pro M2 droit des ressources humaines et de la protection sociale : A
- > Master pro M2 droit immobilier public : A
- > Master pro M2 droit privé et public de la santé : A

91025 Évry Cedex

CFA EVE
Tél : 01 60 79 54 00
www.cfa-eve.fr
Association
> Master M2 droit des affaires parcours juriste d'entreprise : A
> Master M2 droit public parcours droit des collectivités territoriales : A

91405 Orsay Cedex

CFA Union
Tél : 01 69 15 35 10
http://site.cfa-union.org
Association
> Master M2 contrats et contentieux : A
Admission : M1 de droit privé ou diplôme admis par la Commission d'équivalence de l'université
> Master M2 droit social et gestion des ressources humaines : A
> Master M2 droit social, protection sociale et santé : A

91405 Orsay Cedex

Service formation continue de l'université Paris Sud
Université Paris-Saclay
Tél : 01 69 15 78 88
www.u-psud.fr
Public
> Master M2 droit du numérique parcours propriété intellectuelle appliquée : CP

92001 Nanterre Cedex

Service formation continue de l'université Paris Nanterre (SFC)
Université Paris 10
Tél : 01 40 97 78 66
http://formation-continue.parisnanterre.fr
Public
> Master M1, M2 droit privé parcours droit privé fondamental : A
> Master M1, M2 droit social parcours droit social et gestion des ressources humaines : A, CP
> Master M1, M2 droit social parcours droit social, protection sociale et santé : A

92300 Levallois-Perret

Institut des hautes études de droit rural et d'économie agricole (Ihedrea)
Tél : 01 41 06 62 22
www.ihedrea.org
Privé hors contrat
> Titre certifié conseiller en droit rural et économie agricole, niveau bac +3/+4 : A, CP
Admission : sur concours.
Durée : 4 ans (alternance uniquement pour les 3^e et 4^e années)

93526 Saint-Denis Cedex

Direction formation continue, alternance et VAE Paris 8
Université Paris 8
Tél : 01 49 40 70 70
www.fp.univ-paris8.fr
Public
> Licence pro droit social et ressources humaines : CP
> Master M2 droit privé spécialisa-

tion droit des affaires et fiscalité : CP
> Master M2 droit privé spécialisation droit des personnes de la famille et des patrimoines : CP
> Master M2 propriété industrielle et industries de santé : CP

93430 Villetaneuse

IUT de Villetaneuse (IUT)
Université Paris 13
Tél : 01 49 40 30 00
www.iutv.univ-paris13.fr
Public
> DUT carrières juridiques : A
> Licence pro marchés publics et métiers de l'achat public : A, CP

94010 Créteil Cedex

Université Paris Est Créteil Val-de-Marne (Upec)
Université Paris 12
Tél : 01 45 17 11 79/01 41 78 47 96
(SCUIO-IP)
www.u-pec.fr
Public
> Master M2 droit des assurances : A
> Master patrimoine parcours gestion de patrimoine : A

94154 Rungis

Institut de formation commerciale permanente (Ifocop)
Tél : 01 56 34 69 69
www.ifocop.fr
Association
> Titre certifié assistant-e juridique, niveau bac + 2 : CP
Admission : bac ou plus ou autodidacte, expérience professionnelle souhaitée.
Sur dossier et entretien.
Durée : 8 mois

94410 Saint-Maurice

CFA Sup 2000
Tél : 01 43 53 68 00
www.cfasup2000.fr
www.facebook.com/cfasup2000
Association
> DUT carrières juridiques option institutions financières : A

95021 Cergy-Pontoise Cedex

Essec Business School (Essec)
Tél : 01 34 43 30 00
www.essec.fr
Association
> Diplôme de l'ESSEC grande école - Master in management spécialisations : expertise comptable ; conseil finance et organisation ; conseil en stratégie ; droit ; prep'ENA ; économie ; finance ; actuariat ; business analytics methods ; business analytics applications ; BtoB relationship management ; information systems ; entrepreneuriat ; programme CPI ; business design et innovation ; management des opérations ; agri-food ; immobilier ; business administration ; global manager in Europe, niveau bac + 5 : A
Admission : - admission en 1^{re} année : prépa ECS, ECE, ECT, ULM, A/L ou B/L + concours BCE
- admission en 2^e année : bac + 4/5

+ dossier, tests et entretien
Durée : 4 ans ; possibilité de contrat d'apprentissage à partir de la 2^e année

95000 Cergy-Pontoise

Université de Cergy-Pontoise
Tél : 01 34 25 63 22
www.u-cergy.fr
Public
> Master droit public parcours droit des collectivités territoriales et politiques publiques : A, CP
> Master M1, M2 droit des affaires parcours droit du financement et des investissements immobiliers : A, CP
> Master M1, M2 droit des affaires parcours droit fiscal et douanier : A, CP
> Master M1, M2 droit des affaires parcours droit pénal et éthique des affaires option finance et investissements responsables : A, CP
> Master M1, M2 droit des affaires parcours droit pénal et éthique des affaires option ressources humaines et emploi responsables : A, CP
> Master M1, M2 droit des affaires parcours droit pénal financier : A, CP
> Master M1, M2 droit public parcours droit et management de la santé : A

■ LISTE 3 (IDF)

Formation continue

Ces formations s'adressent aux salariés et aux demandeurs d'emploi.

75009 Paris

École nationale de procédure (ENP)
Tél : 01 49 70 92 10
www.enpepp.org
Privé
> Certificat de qualification professionnelle de clerc aux procédures
Durée : 232 heures sur 9 mois
> Certificat de qualification professionnelle de clerc expert
Durée : 481h ou 2 ans
Coût : 10,50€/h
> Certificat de qualification professionnelle de clerc significateur
Admission : Être salarié d'une étude
Durée : 60 heures de formation sur 4 mois maximum

93430 Villetaneuse

Institut universitaire de technologie de Villetaneuse (IUT)
Université Sorbonne Paris Cité
Tél : 01 49 40 30 00
www.iutv.univ-paris13.fr
Public
> DUT carrières juridiques



**LE CIDJ,
UN CARREFOUR D'ÉCHANGES
ET DE SERVICES**

- Entretiens personnalisés
- Logiciels d'aide à l'orientation
- Accueil de groupes et animations thématiques
- Job dating et alternance dating
- Espace co-working



cidj
101 quai Branly
75015 Paris
Tél : 01 44 49 12 00
Métro : Bir-Hakeim
ou Champ de Mars
www.cidj.com

Des partenaires spécialisés :

- CIO MédiaCom
- Pôle emploi
- Mission locale de Paris
- Point d'accès au droit des jeunes
- Carte jeunes européenne
- BGE Adil
- CllaJ